|  |  |
| --- | --- |
| **Groupe consultatif pour le développement des télécommunications (GCDT)**  **30ème réunion, Genève (Suisse), 19-23 juin 2023** | A close up of a sign  Description automatically generated |
|  |  |
|  | **Document TDAG-23/2(Add.2)-F** |
|  | **22 mai 2023** |
|  | **Original: anglais** |
| Directeur du Bureau de développement des télécommunications | |
| Cadre des incidences pour la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali | |
|  | |
| **Résumé:**  On trouvera dans le présent document une description de la méthode et du processus relatifs à l'élaboration du plan opérationnel de l'UIT-D pour 2023, ainsi qu'une présentation de l'affectation des fonds dans le cadre des priorités et des catalyseurs de l'UIT-D.  Ce document présente également un cadre des incidences pour la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali, comprenant les priorités et les catalyseurs de l'UIT-D et les réalisations escomptées, les produits et services à fournir et un ensemble d'indicateurs fondamentaux de performance mesurables.  **Suite à donner:**  Le GCDT est invité:  – à examiner le présent document et à fournir les orientations qu'il jugera utiles;  – à examiner et à approuver les indicateurs fondamentaux de performance mesurables proposés, en vue de l'évaluation des réalisations à obtenir au titre du Plan d'action de Kigali.  **Références:**  Document 2 du GCDT-23  Plan d'action de Kigali (CMDT-22)  Document 2 de la CMDT-17 | |

# 1 Nouvelle méthode relative à l'élaboration du plan opérationnel de l'UIT-D et mise en œuvre du Plan d'action de Kigali

## 1.1 Mise en œuvre du Plan de Kigali: vision et stratégie pour la période 2023-2026

La Conférence mondiale de développement des télécommunications tenue à Kigali (Rwanda) en 2022 (CMDT-22) a adopté le [Plan d'action de Kigali](https://www.itu.int/en/publications/ITU-D/Pages/publications.aspx?parent=D-TDC-WTDC-2022&media=electronic) (KAP), qui fixe le cap des travaux du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D) jusqu'à la prochaine CMDT et trace la voie à suivre pour le développement du numérique, dans le droit fil des Objectifs de développement durable (ODD) définis par les Nations Unies pour 2030.

La stratégie globale de mise en œuvre du Plan d'action de Kigali s'articule autour des éléments suivants:

– Assurer la cohérence et l'intégration des produits définis dans le plan opérationnel – priorités, projets et initiatives régionales de l'UIT-D –, en tirant parti des liens étroits qui existent entre ces produits et le Plan d'action de Kigali, les Résolutions de l'UIT-D ainsi que les objectifs stratégiques de l'UIT.

– Renforcer la collaboration fonctionnelle et axée sur les réalisations pour toutes les priorités de l'UIT-D et entre les équipes du siège, des bureaux régionaux et des bureaux de zone, ce qui est essentiel pour accroître l'efficacité des produits et services du BDT et leurs incidences pour les pays bénéficiaires, les organismes publics, les parties prenantes et les communautés au niveau national.

– Créer de fortes synergies dans la mise en œuvre avec le Bureau des radiocommunications de l'UIT (BR), le Bureau de la normalisation des télécommunications de l'UIT (TSB) et le Secrétariat général.

– Poursuivre l'intégration entre la mise en œuvre des projets, les activités prévues dans le plan opérationnel, les initiatives régionales et les efforts des partenaires, au fur et à mesure du cycle de mise en œuvre actuel, afin de renforcer la fourniture efficace et rapide de services, de produits et de projets de qualité.

## 1.2 Élaboration du cadre pour le plan opérationnel de l'UIT-D pour 2023

Le plan opérationnel de l'UIT-D pour 2023 est aligné sur la structure du Plan stratégique de l'Union pour la période 2024-2027. La structure de ce plan est conforme au Plan d'action de Kigali, qui définit les priorités et les catalyseurs de l'UIT-D, ainsi que les réalisations, produits et services correspondants, et les indicateurs de performance permettant de mesurer leur niveau de réalisation découlant des activités du Secteur. Le cadre des incidences pour la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali dans le contexte du plan opérationnel pour 2023 servira de base au plan opérationnel quadriennal de l'UIT-D pour la période 2023-2026, une fois que le budget de l'UIT pour la période 2024-2027 aura été approuvé par le Conseil.

Le processus d'élaboration du plan opérationnel pour 2023 a consisté à définir les principes fondamentaux à appliquer pour donner effet au plan opérationnel pour 2023 (voir la Figure 1) et s'est poursuivi par des consultations lors de la retraite des responsables du BDT en février 2023 (voir l'Annexe 1 de l'Addendum 2 au Document 2 du GCDT), l'harmonisation ultérieure des activités prévues au titre du plan opérationnel pour 2023 avec le Plan d'action de Kigali, le processus consistant à assurer la meilleure cohérence possible à tous les niveaux et l'approbation du budget définitif pour 2023 en mars 2023.

Figure 1 – Planification opérationnelle pour 2023: réalisations, produits et activités

Chart, funnel chart

Description automatically generated

• Grandes orientations du SMSI

• ODD

Résultats de la PP-22 intéressant l'UIT-D

Résultats de la CMDT-22:

• Plan d'action de Kigali

• Initiatives régionales

• Résolutions

• Questions confiées aux commissions d'études

Activités

Produits

Réalisations

Compte tenu des orientations données dans le Plan d'action de Kigali, des produits et les indicateurs fondamentaux de performance (IFP) mesurables correspondants ont été élaborés au titre du plan opérationnel pour 2023, conformément aux priorités et aux catalyseurs de l'UIT-D, en tenant compte de l'expérience acquise dans la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires et en assurant la continuité de la fourniture de services aux membres de l'UIT. Le nouveau cadre de mise en œuvre aligné sur la gestion axée sur les résultats (GAR) permettra d'assurer le suivi et l'évaluation appropriés de la mise en œuvre des réalisations escomptées au titre des priorités de l'UIT-D.

# 2 Cycle de mise en œuvre 2023-2026: attribution de ressources dans le cadre du plan opérationnel pour 2023

## 2.1 Affectation générale de fonds pour la mise en œuvre du plan opérationnel pour 2023

Compte tenu de la nouvelle structure du Plan d'action de Kigali et de l'expérience acquise dans la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires, les fonds disponibles dans le cadre du plan opérationnel pour 2023 ont été affectés, après consultation du Directeur du BDT, des Chefs de Département, des Directeurs des bureaux régionaux et des responsables des priorités thématiques à la suite de la retraite destinée aux hauts fonctionnaires du BDT, qui a eu lieu en mars 2023 (voir le Tableau 1).

Il convient de noter que les chiffres ci-après correspondent aux fonds mis à disposition pour les activités opérationnelles et les services externes uniquement. De plus, plusieurs produits et services sont fournis actuellement par le personnel en interne, sans entraîner de surcoût. Par conséquent, ils ne sont pas pris en compte dans la ventilation ci-dessous.

Tableau 1 – Ventilation des fonds attribués dans le cadre du plan opérationnel pour 2023,  
par priorité de l'UIT-D

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Priorités et catalyseurs de l'UIT-D** | **Budget 2023 (CHF)** | **% du budget** |
| P1 – Connectivité financièrement abordable (réseau et infrastructure numérique, télécommunications d'urgence compris) | 519 000 | 12,4% |
| P2 – Transformation numérique (services et applications numériques, écosystèmes de l'innovation numérique compris) | 756 000 | 18,0% |
| P3 – Environnement politique et réglementaire propice (politiques et réglementation, renforcement des capacités et statistiques compris) | 1 111 000 | 26,5% |
| P4 – Télécommunications/TIC inclusives et sûres au service du développement durable (cybersécurité et renforcement des capacités compris) | 480 000 | 11,4% |
| P5/E6/E7 – Mobilisation de ressources, partenariats et coopération internationale | 120 000 | 2,9% |
| E1 – Travaux reposant sur les contributions des membres | 15 000 | 0,4% |
| E2 – Présence régionale | 280 000 | 6,7% |
| E3 – Diversité et inclusion (inclusion numérique comprise) | 404 500 | 9,6% |
| E4 – Engagement en faveur de la durabilité environnementale (environnement compris) | 155 000 | 3,7% |
| E5 – Excellence en matière de ressources humaines et innovation organisationnelle | 359 500 | 8,6% |
| Total général | 4 200 000 |  |

Notes: Il s'agit de chiffres préliminaires.   
La lettre "P" désigne les priorités de l'UIT-D; la lettre "E" désigne les catalyseurs de l'UIT-D.

## 2.2 Affectation de fonds dans le cadre du plan opérationnel pour 2023, par région bénéficiaire

Compte tenu de l'expérience acquise dans la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires et des besoins identifiés par les membres de l'UIT dans le Plan d'action de Kigali, un peu plus de la moitié du budget prévu dans le plan opérationnel pour 2023 (54 pour cent) a été affecté à des produits de portée mondiale et à des activités multirégionales, qui devraient avoir de vastes répercussions et permettre de tirer parti des gains d'efficacité.

Un financement à peu près égal (7 à 8 pour cent) a été affecté à des produits relevant des différentes priorités et des différents catalyseurs de l'UIT-D, au bénéfice des six régions de l'UIT. D'autres synergies dans la mise en œuvre seront recherchées en ce qui concerne les produits régionaux, et entre les produits régionaux et les produits mondiaux, ainsi qu'avec les produits des autres Bureaux et du Secrétariat général de l'UIT. Les partenariats avec des entités nationales, régionales ou mondiales et les projets mis en œuvre par le BDT renforceront encore les incidences de la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali dans les régions et à l'échelle mondiale.

Figure 2 – Ventilation des produits prévus dans le plan opérationnel pour 2023, par région bénéficiaire (cumulée pour toutes les priorités et tous les catalyseurs de l'UIT-D)

Chart, pie chart

Description automatically generated

Asie-Pacifique

8%

Europe

7%

Amériques

8%

CEI

8%

États arabes

8%

Afrique

7%

Monde ou multirégional

54%

\* en pourcentage du budget prévu dans le plan opérationnel pour 2023, sur la base de chiffres préliminaires.

## 2.3 Ressources humaines nécessaires pour fournir les produits prévus dans le plan opérationnel pour 2023

La mise en œuvre des produits prévus dans le plan opérationnel pour 2023 est dirigée et assurée en partie par le personnel de l'UIT. Selon le type de produit et les compétences requises, les produits pourraient être élaborés soit exclusivement en faisant appel à des experts et à des services externes, soit exclusivement par des fonctionnaires de l'UIT, soit en faisant appel à des experts tant internes qu'externes.

Pour la plupart des produits prévus dans le plan opérationnel pour 2023 auxquels un budget a été affecté (environ 60 pour cent), la mise en œuvre sera assurée en combinant les connaissances et les efforts internes et externes. Près d'un tiers des produits du plan opérationnel pour 2023 inscrits au budget (environ 30 pour cent) seront fournis par les fonctionnaires de l'UIT, tout en s'appuyant sur des contrats de prestataires de services externes. Les services d'achats pour ces contrats extérieurs représenteront un peu plus d'un dixième du budget total approuvé au titre du plan opérationnel pour 2023 (environ 12 pour cent), au 8 mai 2023.

Figure 3 – Ressources humaines nécessaires pour fournir les produits   
du plan opérationnel pour 2023\*

Chart, bar chart

Description automatically generated

11,7%

29,5%

58,8%

Contrats externes

Personnel interne + contrats externes

Personnel interne

Type de ressources humaines

\* en pourcentage du budget prévu dans le plan opérationnel pour 2023, sur la base de chiffres préliminaires.

Note: Cette ventilation n'inclut pas les produits fournis exclusivement par le personnel de l'UIT.

## 2.4 Liens entre les priorités et les catalyseurs de l'UIT-D et les priorités thématiques de l'UIT

Le Plan d'action de Kigali est utilisé pour élaborer le plan opérationnel de l'UIT-D, qui vise à assurer le suivi des priorités identifiées par les États Membres à la CMDT-22 et à les concrétiser, tout au long du cycle de mise en œuvre 2023-2026. Ce plan est fondé sur les résultats et oriente la mise en œuvre de ces priorités conformément aux priorités thématiques, aux offres de produits et de services et aux catalyseurs définis dans le plan stratégique de l'UIT pour la période 2024-2027, dans les limites fixées dans les plans financiers pour les périodes considérées.

Il existe des liens étroits entre les priorités et les catalyseurs de l'UIT-D, tels que définis dans le Plan d'action de Kigali, et les priorités thématiques énoncées dans le plan stratégique de l'UIT pour la période 2024-2027, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Figure 4 – Liens entre les priorités et les catalyseurs de l'UIT-D   
et les priorités thématiques de l'UIT

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Priorités thématiques de l'UIT →***  ***Priorités et catalyseurs de l'UIT-D ↓*** | **TP1 – Utilisation du spectre pour les services spatiaux et les services de Terre** | **TP 2 – Ressources internationales de numérotage des télécommunications** | **TP 3 – Infrastructure et services de télécommunication/TIC inclusifs et sûrs** | **TP 4 – Applications numériques** | **TP 5 – Environnement propice** |
| P1 – Connectivité financièrement abordable  (réseau et infrastructure numérique, télécommunications d'urgence compris) | √ | √ | √ | √ | √ |
| P2 – Transformation numérique  (services et applications numériques, écosystèmes de l'innovation numérique compris) |  |  | √ | √ | √ |
| P3 – Environnement politique et réglementaire propice  (politiques et réglementation, renforcement des capacités, statistiques compris) | √ | √ | √ | √ | √ |
| P4 – Télécommunications/TIC inclusives et sûres au service du développement durable  (cybersécurité et inclusion numérique comprises) |  |  | √ | √ | √ |
| P5/E6/E7 – Mobilisation de ressources, partenariats et coopération internationale | √ | √ | √ | √ | √ |
| E1 – Travaux reposant sur les contributions des membres | √ |  | √ | √ | √ |
| E2 – Présence régionale | √ | √ | √ | √ | √ |
| E3 – Diversité et inclusion (inclusion numérique comprise) |  |  | √ | √ | √ |
| E4 – Engagement en faveur de la durabilité environnementale (environnement compris) | √ |  | √ | √ | √ |
| E5 – Excellence en matière de ressources humaines et innovation organisationnelle |  |  |  |  | √ |

Note: Après chaque priorité/catalyseur de l'UIT-D, les thèmes correspondants (ou les priorités thématiques du BDT qui ont structuré la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires) sont indiqués entre parenthèses.

## 2.5 Mise en œuvre du plan opérationnel pour 2023 – Répartition des responsabilités et établissement de rapports

Les produits définis dans le plan opérationnel seront fournis par les Départements concernés du Bureau de développement des télécommunications (BDT) et les Bureaux régionaux. Les services d'appui sont fournis par le BDT et le Secrétariat général, selon des accords de niveau de service annuels convenus (pour la fourniture de services internes). Les services d'appui fournis par le Secrétariat général sont décrits dans le plan opérationnel du Secrétariat général.

La fourniture des produits et des services de l'UIT-D et des services d'appui correspondants est planifiée, suivie et évaluée par la direction de l'UIT, compte tenu des priorités et des catalyseurs de l'UIT-D définis dans le Plan d'action de Kigali et conformément aux objectifs énoncés dans le plan stratégique de l'UIT. De plus:

– Le rapport annuel soumis au GCDT sur la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali rendra compte des progrès accomplis en vue de concrétiser les réalisations définies dans le Plan d'action de Kigali par les États Membres.

– Le rapport annuel soumis au Conseil sur la mise en œuvre du plan stratégique de l'UIT rendra compte des progrès accomplis dans les domaines thématiques prioritaires et dans la réalisation des objectifs stratégiques de l'UIT.

En ce qui concerne la gestion des risques, mis à part les risques opérationnels figurant dans le plan opérationnel considéré, qui donneront lieu à un examen périodique par la haute direction, chaque Département et chaque Bureau régional identifie, évalue et gère actuellement les risques associés à la fourniture de ses produits et services d'appui, dans le cadre d'une approche de gestion des risques multiniveaux.

Les travaux relatifs à la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali ont débuté en janvier 2023 et les principales mesures mises en œuvre à ce jour sont indiquées sous chaque priorité et catalyseur de l'UIT-D dans le § 3 ci-après. Cette liste de mesures n'est pas exhaustive et ne constitue pas un compte rendu détaillé de ce que le BDT a accompli durant la période considérée. Un rapport complet sur la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali en 2023 sera soumis au GCDT à sa 24ème réunion.

## 2.6 Analyse des risques

Le tableau ci-dessous recense les principaux risques opérationnels pour la période 2023-2026. Ces risques seront réévalués à intervalles réguliers, afin de tenir compte de l'évolution de l'environnement interne et externe susceptible d'influer sur la mise en œuvre des plans opérationnels de l'UIT-D.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Perspective** | **Description du risque** | **Probabilité** | **Niveau d'incidence** | **Atténuation**[[1]](#footnote-2) |
| Financement | Manque de ressources/ financement insuffisant | Moyenne | Élevé | • Élaboration de prévisions budgétaires appropriées.  • Élaboration de stratégies de mise en œuvre adaptées pour réduire les coûts et améliorer l'efficacité.  • Mobilisation de ressources supplémentaires/extrabudgétaires, s'il y a lieu.  • Développement de nouveaux partenariats. |
| Ressources humaines | Manque d'experts qualifiés dans le domaine d'activité | Élevée | Élevé | • Anticiper les besoins de ressources et engager les procédures de recrutement et d'achat en temps voulu.  • Créer, tenir à jour et alimenter davantage un fichier d'experts.  • Renforcer les compétences spécialisées internes dans des domaines importants. |
| Parties prenantes/ partenaires | Manque de soutien/ d'engagement de la part des partenaires et des pays | Moyenne | Moyen | • Assurer et renforcer la coopération avec les États Membres de façon à garantir un niveau de participation approprié des pays.  • Assurer une coordination avec les Bureaux des coordonnateurs résidents des Nations Unies et le Département de la sûreté et de la sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour appréhender et évaluer les risques propres à chaque pays.  • Mettre au point de nouveaux mécanismes de mise en œuvre et de renforcement des capacités pour renforcer la maîtrise par les pays et la viabilité des interventions. |
| Environnement | Retards dans les activités des pays dus à des événements imprévus au niveau local | Moyenne | Élevé | • Communiquer efficacement avec les partenaires et les donateurs.  • Mettre au point des mécanismes de mise en œuvre adaptés et réactifs.  • Intégrer la gestion des risques dans la planification des projets et des activités. |

# 3 Cadre des incidences de l'UIT-D pour la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali pour la période 2023-2026

## 3.1 Priorité 1 de l'UIT-D – Connectivité financièrement abordable

| **Priorité/thème** | **Réalisation** | **Produits  (Produits et services)** | **Indicateurs fondamentaux de performance\*** | **Budget 2023 (en CHF)** | **% du total des priorités/ catalyseurs** | **% du total général** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Tout ce qui a trait à la priorité intitulée "Connectivité financièrement abordable" | | | | **519 000** |  | **12,4%** |
| Télécommunications d'urgence | • Renforcement de la capacité des États Membres d'utiliser les télécommunications/TIC pour l'atténuation et la gestion des risques de catastrophes, pour garantir la disponibilité des télécommunications d'urgence et appuyer la coopération dans ce domaine | • Élaboration de cadres politiques et de supports de connaissance  • Renforcement des capacités  • Fourniture d'une assistance technique  • Plates-formes fédératrices | • Nombre de pays dotés d'un plan national pour les télécommunications d'urgence (NETP) dans le cadre de leurs stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophe  • Nombre d'États Membres bénéficiant d'une assistance technique du BDT pour élaborer et mettre en place des plans nationaux sur les télécommunications d'urgence  • Nombre d'États Membres bénéficiant d'une assistance technique du BDT pour élaborer et installer des systèmes d'alerte avancée  • Nombre d'États Membres bénéficiant d'une assistance technique du BDT dans le cadre d'opérations de secours immédiatement après une catastrophe, aussi bien en leur fournissant des équipements qu'en procédant à des évaluations des dégâts subis par les infrastructures  • Nombre de manifestations concernant la validation par les parties prenantes de plans NETP  • Nombre de professionnels des télécommunications/TIC formés aux télécommunications d'urgence | 127 000 | 24,5% | 3,0% |
| Réseau et infrastructure numérique | • Amélioration de la connectivité large bande dans les pays en développement, y compris les PMA, les PEID et les PDSL, les pays dont l'économie est en transition et les pays ayant des besoins particuliers  • Amélioration de l'infrastructure et des services de télécommunication/TIC, en particulier la couverture large bande  • Amélioration de l'accès aux services numériques pour les personnes vivant dans les zones urbaines, rurales ou isolées et pour les communautés mal desservies  • Renforcement du commerce électronique pour les membres de l'UIT pour atteindre les ODD  • Renforcement de la collaboration et de la coopération entre les bureaux régionaux et avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, les organisations de télécommunication régionales et les organismes de financement et de développement pour atteindre les objectifs du Programme Connect 2030 se rapportant aux technologies de l'information et de la communication au niveau mondial, y compris le large bande, au service du développement durable  • Amélioration de la connectivité large bande dans les pays en développement, les PMA, les PEID et les PDSL, les pays dont l'économie est en transition et les pays ayant des besoins particuliers, afin de créer une demande accrue et de répondre à cette demande en matière d'adoption du large bande et de compétences numériques | • Élaboration de cadres politiques et de supports de connaissance  • Renforcement des capacités  • Fourniture d'une assistance technique | • Nombre d'États Membres bénéficiant d'une assistance technique du BDT afin d'améliorer la connectivité et la disponibilité des télécommunications/TIC, à un prix financièrement abordable  • Nombre d'États Membres bénéficiant d'une assistance du BDT pour créer une demande en matière d'adoption du large bande et acquérir des compétences numériques  • Nombre d'États Membres bénéficiant d'une formation en gestion du spectre  • Nombre de kits pratiques sur la connectivité mis en œuvre ou perfectionnés  • Nombre d'États Membres utilisant un kit pratique sur la connectivité  • Nombre d'États Membres bénéficiant d'une assistance du BDT dans le domaine des systèmes de cartographie du large bande  • Nombre d'États Membres bénéficiant d'une assistance du BDT dans le domaine du passage de la radiodiffusion analogique à la radiodiffusion numérique  • Pourcentage de pays ayant mené à bien le passage à la télévision numérique de Terre  • Nombre d'États Membres ayant ouvert des laboratoires IPv6 | 392 000 | 75,5% | 9,3% |

\* Ces indicateurs fondamentaux de performance pourraient être encore affinés à mesure que la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali progresse, afin de mieux rendre compte des résultats obtenus.

|  |
| --- |
| **Principales mesures mises en œuvre en 2023: Priorité 1 de l'UIT-D – Connectivité financièrement abordable** |
| *Télécommunications d'urgence*  Depuis le début de 2023, le BDT a mis en service la carte de la connectivité en cas de catastrophe (DCM) pour faire face aux risques naturels:  • À la suite du tremblement de terre qui a frappé la **Türkiye** et la **Syrie** le 6 février, le système DCM a produit des données presque en temps réel pour identifier les lacunes en matière de connectivité et les pannes de service à la suite de catastrophes et la carte a été consultée près de 1 000 fois par 42 pays au cours des deux premières semaines de février. Le BDT a présenté ce système aux partenaires et aux premiers intervenants du Réseau des télécommunications d'urgence (ETC). Les données provenant du système DCM ont fait apparaître une nette diminution de la couverture du réseau, soit 79 pour cent de la couverture cellulaire normale, puis une diminution de plus de 90 pour cent de la couverture avant la catastrophe.  • Le système DCM a été utilisé pour appuyer les opérations de secours en cas de catastrophe au **Vanuatu**, touché par les cyclones tropicaux Judy et Kevin, tous deux de catégorie 4. Les cyclones ont frappé le pays les 1er et 3 mars et près de 250 000 personnes ont subi des inondations, des dégâts causés aux structures et aux infrastructures, des pannes d'électricité et des pannes de système de communication. Une diminution de la zone de connectivité cellulaire a été détectée après le passage des deux cyclones, qui a atteint 36 pour cent du niveau normal le 3 mars, suivie d'une augmentation générale pendant la semaine du 6 mars.  Dans le cadre de l'initiative des Nations Unies ["Alertes précoces pour tous" (EW4A)](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Early-Warnings-for-All-Initiative.aspx) lancée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), M. António Guterres, qui vise à faire en sorte que chaque habitant de la planète soit protégé par un système d'alerte précoce d'ici à 2027, le BDT dirige les travaux du volet "Diffusion des alertes et communication", afin de veiller à ce que les alertes soient diffusées auprès des populations à risque.  Dans la région **Asie-Pacifique**, l'UIT a organisé une réunion de consultation des parties prenantes en vue d'élaborer un plan national pour les télécommunications d'urgence (NETP) dans le cadre de l'assistance continue fournie aux Tonga, suite à la perte de connectivité au lendemain de l'éruption volcanique survenue en janvier 2022. À l'issue d'un processus de consultation formelle mené par le BDT, le Ministère tonga de la météorologie, de l'énergie, de l'information, de la gestion des catastrophes, de l'environnement, des changements climatiques et des communications (MEIDECC) a l'intention adopter le plan NETP avant la saison des cyclones, qui débute généralement en octobre dans le Pacifique. Une assistance technique est fournie dans le cadre d'un partenariat en cours avec le Ministère des affaires intérieures et des communications (MIC) du Japon.  Dans la région **Amériques**, l'UIT a mis au point des plans NETP pour le Paraguay et Saint-Kitts-et-Nevis.  Dans la région **Afrique**, à la demande du Malawi et du Mozambique, l'équipe chargée des télécommunications d'urgence [a déployé des téléphones satellitaires](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Response.aspx) dans ces pays pour appuyer les interventions en cas de catastrophe au lendemain du passage du cyclone Freddy.  En mars 2023, l'UIT et le Secrétariat de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont organisé conjointement l'[atelier de validation de l'analyse situationnelle concernant le modèle NETP de la SADC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/ITU-SADC-Validation-Workshop-Mar23.aspx), en mettant l'accent sur les TIC et la gestion des catastrophes. Les participants à l'atelier ont validé l'analyse situationnelle concernant le plan NETP de la SADC, qui résulte d'une évaluation effectuée par l'UIT pour déterminer les principales priorités et lacunes en matière de télécommunications d'urgence dans les États Membres de la SADC.  *Réseau et infrastructure numérique*  En mars, l'UIT a facilité la tenue de l'atelier préparatoire à l'Assemblée générale annuelle de l'**Association des régulateurs des communications d'Afrique australe (CRASA)**, sur le thème "Cadre réglementaire international des services spatiaux et économie spatiale: tirer parti du potentiel des services spatiaux pour accélérer la transformation numérique dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)", tenu à Kinshasa (République démocratique du Congo). L'UIT a dressé un état des lieux des télécommunications par satellite et facilité un débat ouvert sur les attentes et les besoins au niveau régional. Les membres de la CRASA ont examiné les problèmes et les possibilités liés à la réglementation des satellites et aux services par satellite. Cet atelier a contribué à définir une vision des systèmes à satellites à l'échelon régional.  En avril, le BDT a publié un rapport sur des [solutions énergétiques durables et innovantes pour la connectivité large bande](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/tnd/D-TND-09-2023-01-PDF-E.pdf), dans lequel il examine les problèmes que pose l'accès à l'électricité, pourtant essentiel pour connecter les zones rurales à l'Internet. Les conclusions du rapport aideront les États Membres à moderniser leurs réseaux et à intégrer l'utilisation appropriée des réseaux modernes à meilleur rendement énergétique. Le rapport fournit également des conseils aux pays pour qu'ils se préparent à concevoir des TIC plus respectueuses de l'environnement, en garantissant l'accès à une énergie financièrement abordable, fiable, durable et moderne dans les zones rurales.  Le BDT a fourni une assistance à **Moldova** et à **la Bosnie-Herzégovine**, en vue d'élaborer des spécifications techniques pour les systèmes nationaux de cartographie du large bande conformes aux normes internationales et européennes et de renforcer les capacités de prise de décisions fondées sur des données factuelles.  Un laboratoire IPv6 au **Monténégro** a été mis sur pied avec l'appui du BDT, afin d'offrir à toutes les parties prenantes une plate‑forme ouverte pour renforcer les capacités humaines nécessaires en vue d'améliorer la résilience numérique du pays et de renforcer les capacités d'innovation.  Le Forum régional sur les réseaux futurs pour les **pays de la CEI** s'est tenu en mai, parallèlement à la formation sur la conformité et l'interopérabilité. Les participants au Forum ont débattu des tendances dans le domaine du développement des réseaux futurs, des tests de conformité et d'interopérabilité, des cas d'utilisation et des bonnes pratiques de différents pays. |

## 3.2 Priorité 2 de l'UIT-D: Transformation numérique

| **Priorité/thème** | **Réalisation** | **Produits  (Produits et services)** | **Indicateurs fondamentaux de performance\*** | **Budget 2023 (en CHF)** | **% du total des priorités/ catalyseurs** | **% du total général** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Tout ce qui a trait à la priorité intitulée "Transformation numérique" | | | | **756 000** |  | **18,0%** |
| **Écosystème de l'innovation numérique** | • Renforcement des capacités humaines et institutionnelles des membres de l'UIT dans le domaine des télécommunications/TIC pour favoriser la transformation numérique  • Renforcement de la capacité des membres de l'UIT d'intégrer l'innovation dans le secteur des télécommunications/TIC et la généralisation du numérique dans leurs programmes nationaux de développement et d'élaborer des stratégies visant à promouvoir les initiatives en matière d'innovation, y compris dans le cadre de partenariats publics, privés ou public-privé | • Élaboration de cadres politiques et de supports de connaissance  • Renforcement des capacités  • Fourniture d'une assistance technique  • Plates-formes fédératrices | • Nombre de pays dotés de stratégies sur l'innovation et l'entrepreneuriat centrés sur les TIC  • Nombre de lignes directrices et de recommandations relatives à l'écosystème de l'innovation élaborées (par exemple, stratégies et recommandations en matière d'évaluation des écosystèmes, etc.)  • Nombre de projets ou de mécanismes élaborés pour accélérer l'innovation numérique au niveau national  • Nombre de parties prenantes formées ou dotées de capacités  • Nombre de pays pilotes participant à l'Alliance de l'innovation et de l'entrepreneuriat au service du développement du numérique | 362 000 | 47,9% | 8,6% |
| **Services et applications numériques** | • Renforcement de la capacité des membres de l'UIT d'accélérer la transformation numérique et le développement économique et social durable en mettant à profit et en utilisant les télécommunications/TIC et les services nouveaux et émergents  • Renforcement des capacités humaines et institutionnelles des membres de l'UIT dans le domaine des télécommunications/TIC pour favoriser la transformation numérique  • Renforcement de la capacité des membres de l'UIT d'intégrer l'innovation dans le secteur des télécommunications/TIC et la généralisation du numérique dans leurs programmes nationaux de développement et d'élaborer des stratégies visant à promouvoir les initiatives en matière d'innovation, y compris dans le cadre de partenariats publics, privés ou public-privé  • Renforcement de la collaboration et de la coopération entre les bureaux régionaux et avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, les organisations de télécommunication régionales et les organismes de financement et de développement pour atteindre les objectifs du Programme Connect 2030 se rapportant aux technologies de l'information et de la communication au niveau mondial, y compris le large bande, au service du développement durable | • Élaboration de cadres politiques et de supports de connaissance  • Fourniture de données et de statistiques  • Renforcement des capacités  • Fourniture d'une assistance technique  • Plates-formes fédératrices | • Nombre d'États Membres ayant adopté des stratégies numériques  • Nombre de kits pratiques publiés et téléchargés pour l'élaboration de stratégies numériques sectorielles nationales  • Nombre de lignes directrices et de recommandations élaborées  • Nombre d'États Membres mettant en œuvre de bonnes pratiques pour stimuler la transformation numérique au niveau national  • Nombre de rapports nationaux d'évaluation des incidences  • Nombre de manifestations/d'ateliers/de séminaires visant à aider les États Membres dans le domaine des services et des applications numériques, et nombre correspondant de participants  • Nombre d'États Membres et de parties prenantes ayant bénéficié d'une formation ou de conseils sur des politiques, des stratégies, des lignes directrices et des ressources relatives aux services numériques | 394 000 | 52,1% | 9,4% |

\* Ces indicateurs fondamentaux de performance pourraient être encore affinés à mesure que la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali progresse, afin de mieux rendre compte des résultats obtenus.

|  |
| --- |
| **Principales mesures mises en œuvre en 2023: Priorité 2 de l'UIT-D – Transformation numérique** |
| *Écosystème de l'innovation numérique*  [L'**Alliance pour l'innovation et l'entrepreneuriat au service du développement du numérique**](https://www.itu.int/itu-d/sites/innovation-alliance/fr/events/news/manifestation-communautaire/) a été lancée sous l'égide du Directeur du BDT en janvier 2023. Elle favorisera la mise en place de leviers essentiels à l'échelon local pour jouer un rôle moteur dans l'environnement numérique en mutation. En outre, grâce à cette Alliance, le BDT sera en mesure de développer de nouvelles capacités d'excellence humaines et organisationnelles, de fournir de nouveaux produits et services aux membres de l'UIT et de renforcer la participation du secteur privé et des établissements universitaires aux travaux essentiels menés par le BDT.  Au début d'avril 2023, plus de 40 demandes avaient été reçues de la part d'entités souhaitant créer un centre d'innovation national ou institutionnel dans le cadre de l'Alliance. Tout au long de 2023, le BDT assurera le suivi de chaque manifestation d'intérêt et est en train d'élaborer, de tester et d'utiliser les manuels, les systèmes et les outils nécessaires à la mise en œuvre opérationnelle de l'Alliance. Des discussions sont en cours au sujet d'initiatives qui pourront être lancées rapidement grâce au Centre d'innovation en Inde, qui fait partie du nouveau Bureau de zone de l'UIT à Delhi, et du Laboratoire de transformation numérique, situé au siège de l'UIT à Genève, pour préparer la mise en service des centres. Le Conseil de l'innovation numérique, l'un des instruments de l'Alliance, sera également nommé prochainement.  En mars, l'UIT a ouvert un [**Bureau de zone et un Centre d'innovation à New Delhi (Inde)**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/AsiaPacific/Pages/v2/RD%27s%20Corner/2023/ITU-South-Asia-Presence-for-Inclusive-Digital-Transformation-.aspx). Ces structures permettront de réunir les pouvoirs publics, les entreprises, les établissements universitaires et d'autres acteurs au sein d'un environnement placé sous le signe de l'entrepreneuriat, l'objectif étant de faire en sorte que les avancées en matière de technologies numériques dans des secteurs tels que l'agriculture, la santé et l'éducation puissent profiter aux communautés qui en ont le plus besoin. Le Centre d'innovation servira de cadre pour l'échange d'idées, d'exemples de réussite, de solutions innovantes et d'initiatives mondiales, en vue d'accélérer la transformation numérique et de promouvoir un développement durable et inclusif dans la région. Pour mener à bien cette mission, les acteurs du Centre d'innovation collaboreront avec les parties prenantes en vue de servir quatre objectifs stratégiques: vision stratégique, innovation ouverte dans le domaine des technologies, croissance des petites et moyennes entreprises (PME) et expérimentation de l'entrepreneuriat et des politiques.  Au niveau national, le BDT a fourni une assistance technique à **Bahreïn**, au **Brunéi Darussalam**, à[**Oman**](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/inno/D-INNO-PROFILE.OMAN-2023-PDF-E.pdf)et au **Zimbabwe** pour l'élaboration de profils d'innovation numérique, afin de mettre à disposition un modèle d'écosystème permettant d'accélérer la transformation numérique pour tirer parti de l'entrepreneuriat et de l'innovation. Ces profils d'innovation numérique ont permis aux pays d'obtenir un diagnostic précis quant à l'état de leur écosystème d'innovation numérique et d'élaborer des stratégies pour orienter les politiques nationales.  *Services et applications numériques*  En **Papouasie-Nouvelle-Guinée**, les Administrations des provinces du Sepik oriental et du Sepik occidental ont approuvé une stratégie en matière de cyberagriculture, élaborée avec l'aide du BDT. Cette stratégie contribuera au développement de services, de systèmes et de processus TIC pour appuyer le développement de la culture de cacao et de vanille et de la pêche dans la province, ainsi que les chaînes de valeur du programme, l'objectif étant avant tout de renforcer le développement économique durable et inclusif dans les zones rurales.  Le BDT et le Gouvernement du **Pakistan** ont lancé l'initiative "Smart Villages" au Pakistan et officiellement inauguré le premier village intelligent de Gokina. Cette initiative est mise en œuvre par le BDT, le Ministère des technologies de l'information et des télécommunications (MoITT), le Fonds de service universel et Huawei. Le lancement de cette initiative comprenait des discussions interactives avec les communautés villageoises, des séances de sensibilisation des communautés et la mise en place de services d'enseignement à distance (classes intelligentes dotées d'équipements numériques) et de cybersanté (services de télémédecine).  En **Macédoine du Nord**, le Gouvernement est en passe de parachever la stratégie nationale de transformation numérique élaborée en partenariat avec le Bureau de l'UIT pour l'Europe.  Dans la région des **États arabes**, le Bureau régional a collaboré avec des parties prenantes nationales à Djibouti dans le cadre de l'initiative Govstack visant à renforcer les services publics numériques. La collaboration se poursuivra avec l'Égypte, l'Iraq, la Mauritanie et la Somalie.  Dans la **région de la CEI**, le Forum régional sur les villes intelligentes et durables a eu lieu en avril 2023, mettant à profit l'expérience et les compétences spécialisées des pays, des villes et des organisations ainsi que des institutions des Nations Unies pour déployer des solutions en matière de villes intelligentes.  En avril également, une manifestation spéciale visant à rassembler des fonds de capital-risque et des détenteurs d'écosystème a été organisée afin de soutenir davantage le développement des écosystèmes de start-up dans la région de la CEI. Les participants à cette manifestation ont discuté des mesures à prendre pour encourager les mécanismes de financement et de coopération des entreprises, tels que la plate-forme Startup Central Eurasia, qui s'adresse particulièrement aux start-up d'Eurasie centrale. |

## 3.3 Priorité 3 de l'UIT-D: Environnement politique et réglementaire propice

| **Priorité/thème** | **Réalisation** | **Produits  (Produits et services)** | **Indicateurs fondamentaux de performance\*** | **Budget 2023 (en CHF)** | **% du total des priorités/ catalyseurs** | **% du total général** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Tout ce qui a trait à la priorité intitulée "Environnement politique et réglementaire propice" | | | | **1 111 000** |  | **26,4%** |
| Renforcement des capacités | • Renforcement des capacités humaines et institutionnelles des membres de l'UIT dans le domaine des télécommunications/TIC pour favoriser la transformation numérique  • Renforcement des capacités humaines et institutionnelles des membres de l'UIT, dans le domaine des télécommunications/TIC, à exploiter pleinement le potentiel de l'économie et de la société numériques  • Renforcement de la capacité des États Membres d'améliorer leurs cadres politiques, juridiques et réglementaires en matière de télécommunication/TIC propices au développement durable et à la transformation numérique | • Élaboration de cadres politiques et de supports de connaissance  • Renforcement des capacités  • Fourniture d'une assistance technique  • Plates-formes fédératrices | • Nombre d'utilisateurs de l'Académie de l'UIT  • Nombre de citoyens ayant reçu une formation aux niveaux élémentaire et intermédiaire dans le domaine du numérique  • Nombre de professionnels ayant reçu une formation dans le domaine des télécommunications/TIC  • Nombre de participants au Forum mondial sur les compétences numériques  • Nombre de pays ayant bénéficié de conseils sur les politiques ou stratégies relatives aux compétences numériques | 306 500 | 27,6% | 7,3% |
| Politique et réglementation | • Renforcement de la capacité des États Membres d'améliorer leurs cadres politiques, juridiques et réglementaires en matière de télécommunication/TIC propices au développement durable et à la transformation numérique  • Renforcement des capacités humaines et institutionnelles des membres de l'UIT, dans le domaine des télécommunications/TIC, à exploiter pleinement le potentiel de l'économie et de la société numériques  • Renforcement de la capacité des États Membres de produire et de recueillir des statistiques de qualité et comparables au niveau international, qui tiennent compte de l'évolution et des tendances dans le secteur des télécommunications/TIC rendues possibles grâce aux technologies et aux services nouveaux et émergents, à partir de normes et de méthodologies convenues | • Élaboration de cadres politiques et de supports de connaissance  • Fourniture de données et de statistiques  • Renforcement des capacités  • Fourniture d'une assistance technique  • Plates-formes fédératrices | • Nombre de pays progressant vers la prochaine génération de réglementations (G1 à G4) ou vers un niveau supérieur de préparation à la transformation numérique (G5)  • Nombre d'États Membres bénéficiant d'une assistance du BDT pour l'élaboration de politiques, de lois, de réglementations, de lignes directrices ou d'outils  • Nombre d'États Membres et de parties prenantes ayant accès aux outils et aux ressources du BDT pour appuyer les efforts déployés par les pays en vue de la mise en place de sociétés et d'environnements numériques inclusifs  • Nombre de plates-formes, d'outils, de rapports et de lignes directrices élaborés et mis à jour  • Nombre de participants aux ateliers/forums/colloques/dialogues stratégiques mondiaux et régionaux sur les questions politiques, réglementaires et économiques, et taux de satisfaction des participants  • Nombre de parties prenantes de l'écosystème numérique (fonctionnaires du parlement, des systèmes judiciaires, forces de l'ordre) formées à la mise en œuvre et à l'application des politiques et des lois | 466 000 | 41,9% | 11,1% |
| Statistiques | • Renforcement de la capacité des États Membres d'améliorer leurs cadres politiques, juridiques et réglementaires en matière de télécommunication/TIC propices au développement durable et à la transformation numérique  • Renforcement de la capacité des États Membres de produire et de recueillir des statistiques de qualité et comparables au niveau international, qui tiennent compte de l'évolution et des tendances dans le secteur des télécommunications/TIC rendues possibles grâce aux technologies et aux services nouveaux et émergents, à partir de normes et de méthodologies convenues | • Élaboration de cadres politiques et de supports de connaissance  • Fourniture de données et de statistiques  • Renforcement des capacités  • Fourniture d'une assistance technique  • Plates-formes fédératrices | • Pourcentage d'États Membres favorables à la nouvelle méthode de calcul de l'indice IDI  • Nombre de points de données dans des ensembles de données publiés  • Nombre de consultations uniques du Centre de données de l'UIT (ITU DataHub)  • Nombre de participants aux réunions d'experts thématiques, régionales et mondiales, aux formations/ateliers/colloques  • Nombre d'États Membres recueillant des données fiables sur les TIC | 338 500 | 30,5% | 8,1% | |

\* Ces indicateurs fondamentaux de performance pourraient être encore affinés à mesure que la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali progresse, afin de mieux rendre compte des résultats obtenus.

|  |
| --- |
| **Principales mesures mises en œuvre en 2023: Priorité 3 de l'UIT-D – Environnement politique et réglementaire propice** |
| *Renforcement des capacités*  En janvier, l'un des principaux mécanismes de formation mis en place par l'UIT, le [programme des Centres d'excellence](https://academy.itu.int/itu-d/projects-activities/centres-excellence), a été remplacé par le [**programme des centres de formation de l'Académie de l'UIT (ATC)**](https://academy.itu.int/itu-d/projects-activities/itu-academy-training-centres), suite aux résultats de la CMDT-22, lors de laquelle les membres de l'UIT ont adopté la Résolution 73 révisée. Les centres de formation de l'UIT (ATC) sont des organismes reconnus au niveau international, qui proposent une formation de qualité à des professionnels de niveaux intermédiaire et supérieur, l'accent étant mis sur les besoins des pays en développement. Les centres ATC sont les principaux partenaires de l'UIT en matière de renforcement des capacités. Ils dispensent des cours de qualité sur les sujets les plus importants identifiés par les membres de l'UIT, y compris en matière de politique et de réglementation, d'infrastructure de réseau, de gestion du spectre, de cybersécurité, d'inclusion numérique et de services numériques.  Les cours sont dispensés en ligne sur la plate-forme d'apprentissage en ligne de l'[Académie de l'UIT](https://academy.itu.int/itu-d/projects-activities/itu-academy-training-centres). Des cours hybrides et des cours en présentiel sont également proposés, dans certains cas, gratuitement. Quatorze centres ont été sélectionnés au départ pour entamer leurs travaux en 2023.  De janvier à mars, l'Académie de l'UIT a enregistré 3 600 nouveaux utilisateurs, ce qui porte le nombre total d'étudiants de la plate‑forme à plus de 38 000 utilisateurs provenant de tous les États Membres. Au cours de cette période, 38 cours ont été dispensés sur la plate-forme à environ 3 600 participants inscrits, dont 300 avaient terminé leur formation au mois de mars 2023 (d'autres cours se déroulent encore actuellement).  En partenariat avec Cisco, l'UIT a organisé une table ronde des responsables sur [l'initiative des Centres de transformation numérique (DTCI)](https://academy.itu.int/itu-d/projects-activities/digital-transformation-centres-initiative), à l'occasion du Mobile World Congress tenu à Barcelone en février 2023. Cette session a rassemblé des P.-D. G. d'entreprises de télécommunication et a été l'occasion de procéder à des discussions sur un partenariat mondial entre diverses entreprises de télécommunication pour favoriser le développement des compétences numériques et l'inclusion numérique dans les communautés mal desservies, dans le cadre de l'initiative des centres DTC. Un atelier de suivi avec des entreprises de télécommunication aura lieu du 30 mai au 1er juin 2023, en vue d'élaborer des propositions concrètes visant à renforcer les travaux des centres DTC sur le terrain.  En mai 2023, l'Atelier mondial sur les centres DTC s'est tenu à Cebu (Philippines), sur le thème "Accélérer le renforcement des compétences numériques". L'atelier interactif, qui a rassemblé des représentants de tous les centres DTC du monde, a été l'occasion de mettre en avant des exemples de réussite et les difficultés rencontrées par des centres DTC. Les participants ont en outre identifié des solutions pour renforcer les travaux des centres DTC ainsi que les domaines dans lesquels les partenaires de l'initiative des centres DTC ont besoin d'un appui, autant de facteurs qui permettront d'accroître les incidences de l'initiative sur le terrain.  Le Bureau régional de l'UIT pour les pays de la CEI, conjointement avec le Ministère du développement du numérique et des transports de l'**Azerbaïdjan**, a procédé à une évaluation des compétences numériques à l'échelle du pays. Les travaux portent sur les ménages, les organismes publics, les universités et les entreprises, afin de dresser un bilan des compétences numériques et de la maîtrise des outils numériques et d'améliorer la collecte des données et l'élaboration de programmes nationaux en matière d'acquisition de compétences numériques.  *Politiques et réglementation*  En février, avec l'appui du Programme d'accès numérique du ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni (FCDO) du Gouvernement du Royaume-Uni, le **kit pratique sur l'efficacité** du financement du service universel a été lancé et se veut un **guide pratique à l'intention des pays qui cherchent à mettre en œuvre de manière efficace et durable l'accès et le service universel**. Ce kit pratique permet d'explorer le large éventail de modèles économiques qui nécessitent un appui financier pour produire des effets aux niveaux local, municipal et national, ainsi que pour atteindre les ODD et les cibles associées. Le cours en ligne adapté à suivre à son rythme élaboré pour mieux comprendre comment utiliser le kit pratique est disponible sur le site de l'Académie de l'UIT. Son objectif principal est de permettre aux participants de comprendre et d'analyser les outils analytiques, les exemples et les modèles présentés dans le kit pratique pour répondre aux questions et relever les défis rencontrés lors de l'utilisation de fonds publics en vue de concevoir, de mettre en œuvre et de financer des programmes et des projets destinés à faciliter l'accès aux technologies numériques et à l'infrastructure de communication. Une formation présentielle sur les modules du kit pratique à l'intention des parties prenantes nationales a également été dispensée au Kenya en novembre 2022 et en Sierra Leone en mai 2023.  En mars, à l'occasion de la réunion de coordination pour la grande orientation C6 du SMSI, le BDT a lancé [l'**édition 2023 du rapport Perspectives d'évolution de la réglementation du numérique dans le monde**](https://www.itu.int/hub/publication/d-pref-bb-reg_out01-2023/). Cette édition évalue et compare les progrès accomplis en matière de réglementation dans 193 pays du monde entier, en tirant parti du succès des trois premières éditions. L'édition de 2023 de ce rapport présente la dernière version de la série d'outils très spécialisés de l'UIT, qui est un cadre unifié permettant d'évaluer l'état de préparation des cadres politiques, juridiques et de gouvernance nationaux dans l'optique de la transformation numérique. Le cadre unifié est fondé sur [l'outil de suivi réglementaire des TIC](https://app.gen5.digital/tracker) et sur le [cadre des critères de référence G5](https://app.gen5.digital/benchmark), qui ont fait leurs preuves. Cette nouvelle analyse est la publication de référence à l'intention des régulateurs et des décideurs désireux de comprendre un environnement qui évolue rapidement – et de façonner les changements réglementaires qui profiteront à tous dans la perspective de la transformation numérique.  Le [**22ème Colloque mondial des régulateurs** (GSR-23)](https://www.itu.int/itu-d/meetings/gsr-23/fr/) se tiendra à Charm el-Cheikh (Égypte) du 5 au 8 juin 2023, sur le thème "La réglementation au service d'un avenir numérique durable". Le GSR-23 comprendra des sessions thématiques qui réuniront des régulateurs, des décideurs et d'autres parties prenantes du numérique du monde entier et offriront une tribune mondiale d'échange de connaissances. Comme à chaque édition, les participants adopteront un ensemble de lignes directrices relatives aux bonnes pratiques en matière de réglementation, élaborées sur la base d'une [consultation](https://www.itu.int/itu-d/meetings/gsr-23/fr/consultation/) multi-parties prenantes. Cette année, les lignes directrices porteront sur "Des mesures d'incitation réglementaires et économiques pour un avenir numérique durable et inclusif".  *Statistiques*  En mars, avant la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, le BDT a lancé le rapport "[**Faits et chiffres: Le cas des pays les moins avancés**](https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/facts-figures-for-ldc/)", qui est un numéro spécial de notre série de rapports phares *"Faits et chiffres".* Depuis la dernière Conférence sur les PMA tenue en 2011, le défi que représente la connectivité est devenu plus complexe et exigeant. Il ne suffit plus de connecter tous les habitants de la planète. Une connectivité efficace – c'est-à-dire la possibilité de jouir d'une expérience en ligne sûre, satisfaisante, enrichissante, productive et financièrement abordable – est le nouvel impératif. La nouvelle étude montre qu'il s'agit toujours d'un défi majeur dans les PMA. La fracture numérique entre les PMA et le reste du monde ne semble pas sur le point de se réduire. Alors que l'Internet joue un rôle de plus en plus central dans la création de valeur partout dans le monde, le risque est que les pays les moins avancés prennent encore plus de retard.  En avril, le BDT a lancé un [**rapport de synthèse sur l'accessibilité financière des services TIC en 2022**](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/ind/D-IND-POL_BRIEF.02-2023-PDF-E.pdf), qui présente les principales conclusions de l'analyse des données collectées par l'UIT sur les prix des TIC en 2022 et met en lumière les tendances de haut niveau observées récemment et les disparités en matière d'accessibilité économique. Cette analyse s'appuie sur la série chronologique reconnue et granulaire la plus complète de données comparables au niveau international concernant l'accessibilité financière des TIC, et représente une véritable mine d'informations pour les décideurs, les régulateurs et les chercheurs. Le programme de l'UIT sur les prix des TIC est l'illustration de l'engagement constant de l'Union en vue de mesurer les TIC pour améliorer la prise de décision. Les travaux du BDT sur les politiques et la réglementation complètent ces activités dans le domaine des statistiques en fournissant des orientations sur les mesures propres à améliorer l'accessibilité financière et le rapport qualité-prix.  À la suite de la révision de la Résolution 131 (Rév. Bucarest, 2022) de la Conférence de plénipotentiaires, le BDT a donné le coup d'envoi du processus d'examen et de publication de l'**Indice de développement des TIC (IDI)** en février, avec la tenue d'une [consultation](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/IDI/IDI2023TentativeTimeline_v20230201.pdf) du Groupe d'experts sur les indicateurs des télécommunications/TIC (EGTI) et du Groupe d'experts sur les indicateurs relatifs à l'utilisation des TIC par les ménages (EGH). L'[avant-projet](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/IDI/IDI2023ZeroDraftDocument_February2023.pdf) de méthode à utiliser aux fins de l'indice IDI élaboré par le secrétariat a été amélioré compte tenu des observations reçues. La [Version 1](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/IDI/IDI_2023_Version1_DraftDocument_April2023.pdf) mise à jour de la méthode a été [communiquée](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/md/22/bdt/cir/D22-BDT-CIR-0009%21%21PDF-F.pdf) aux États Membres et a fait l'objet d'une deuxième période d'observation prenant fin le 19 mai 2023. En juin, une [réunion virtuelle conjointe](https://www.itu.int/itu-d/meetings/statistics/joint-egti-egh-meeting-on-idi-2023/) des Groupes EGTI et EGH visera à traiter les éventuelles questions en suspens, afin que le secrétariat puisse établir la version finale de la méthode. Le processus devrait se terminer en août, dans le cadre d'une dernière consultation au cours de laquelle il sera demandé aux États Membres: 1) s'ils approuvent la méthode IDI; et 2) s'ils souhaitent s'abstenir de participer à l'édition de 2023. La méthode sera adoptée si elle est approuvée par 70% des États Membres ayant répondu à la consultation. |

## 3.4 Priorité 4 de l'UIT-D: Télécommunications/TIC inclusives et sûres au service du développement durable

| **Priorité/thème** | **Réalisation** | **Produits (Produits et services)** | **Indicateurs fondamentaux de performance\*** | **Budget 2023 (en CHF)** | **% du total des priorités/ catalyseurs** | **% du total général** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Tout ce qui a trait à la priorité intitulée "Télécommunications/TIC inclusives et sûres au service du développement durable" | | | | **480 000** |  | **11,4%** |
| Renforcement des capacités | • Amélioration de l'accès aux programmes de formation aux compétences numériques pour tous | • Renforcement des capacités | • Nombre de personnes ayant reçu une formation aux niveaux élémentaire et intermédiaire dans le domaine du numérique  • Pourcentage d'utilisateurs dotés de compétences numériques – par niveau (compétences élémentaires, compétences courantes et compétences approfondies) | 80 000 | 16,7% | 1,9% |
| Cybersécurité | • Renforcement de la maîtrise des outils numériques et des actions de sensibilisation du public aux questions de cybersécurité  • Renforcement de la protection des consommateurs dans les États Membres  • Fourniture aux États Membres d'une aide à l'élaboration de stratégies nationales relatives à la cybersécurité et à la création d'équipes CIRT  • Renforcement des moyens dont les professionnels du secteur des télécommunications/TIC disposent pour contribuer à l'économie numérique et renforcement des compétences numériques  • Développement de services en ligne sécurisés, notamment les services de protection en ligne des enfants, et mobilisation de ressources en faveur des groupes marginalisés et des personnes ayant des besoins particuliers  • Mobilisation d'investissements dans le domaine des infrastructures de télécommunication/TIC sûres et résilientes, en particulier dans les zones mal desservies  • Utilisation des partenariats de choix de l'UIT pour fournir des ressources et un appui suffisants aux activités de renforcement des capacités et de cybersécurité | • Élaboration de cadres politiques et de supports de connaissance  • Fourniture de données et de statistiques  • Renforcement des capacités  • Fourniture d'une assistance technique  • Plates-formes fédératrices | • Nombre d'États Membres et de professionnels des TIC ayant reçu une formation sur des questions relatives à la cybersécurité  • Nombre de parties prenantes participant aux activités de sensibilisation/renforcement des capacités relatives à la protection en ligne des enfants  • Nombre de systèmes d'appui en ligne pour les enfants identifiés  • Nombre d'États Membres ayant renforcé leur engagement en faveur de la cybersécurité mesuré à l'aide de l'Indice mondial cybersécurité (GCI)  • Nombre d'États Membres bénéficiant d'une assistance technique du BDT pour élaborer ou améliorer leur stratégie nationale de cybersécurité  • Nombre d'États Membres bénéficiant d'une assistance technique du BDT pour instaurer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/TIC et pour adopter des pratiques de gestion des risques  • Nombre d'États Membres bénéficiant d'une assistance technique du BDT pour renforcer leurs capacités d'intervention en matière de sécurité/leur équipe CIRT  • Nombre d'États Membres bénéficiant d'une assistance technique de l'UIT pour remédier aux incidents liés à la cybersécurité | 400 000 | 83,3% | 9,5% |

\* Ces indicateurs fondamentaux de performance pourraient être encore affinés à mesure que la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali progresse afin de mieux rendre compte des résultats obtenus.

|  |
| --- |
| **Principales mesures mises en œuvre en 2023: Priorité 4 de l'UIT-D – Télécommunications/TIC inclusives et sûres au service du développement durable\*\*** |
| *Cybersécurité*  Depuis le début de 2023, le BDT fournit une série d'activités d'assistance technique dans différentes régions:  • Avec l'appui du ministère de l'Intérieur du Royaume-Uni, le BDT collabore avec l'organisme chargé de la cybersécurité au **Maroc** pour faciliter l'élaboration d'une nouvelle stratégie nationale en matière de cybersécurité, qui devrait être lancée à la fin de l'année. Le BDT a également organisé un [atelier national de consultation](https://www.dgssi.gov.ma/fr/content/ateliers-debats-autour-des-nouveaux-objectifs-strategiques-nationaux-en-matiere-de-cybersecurite.html), au cours duquel les parties prenantes, le secteur privé et la société civile au niveau national ont participé à des discussions et à des exercices thématiques et élaboré des recommandations sur les objectifs de la nouvelle stratégie nationale de cybersécurité du Maroc.  • En mars, le Bureau régional de l'UIT pour l'Asie-Pacifique a organisé, conjointement avec l'USAID, l'Institut Asie-Pacifique pour le développement de la radiodiffusion (AIBD) et DAI Global, un atelier de formation sur la manière d'écrire des articles sur la cybersécurité à l'intention des femmes journalistes du **Cambodge**, d'**Indonésie**, du **Lao**, de **Mongolie** et de **Thaïlande**. Il s'agissait de la quatrième et dernière formation organisée dans le cadre d'un partenariat axé sur la création d'un groupe de femmes journalistes spécialisées dans la cybersécurité au sein de leurs agences de presse respectives.  • Toujours en mars, le BDT a organisé une session de renforcement des capacités et un atelier national de consultation à N'Djaména (**Tchad**) pour aider l'Agence nationale pour la sécurité et la certification informatiques (ANSICE) à élaborer une stratégie nationale de cybersécurité plus complète et inclusive. À l'issue de consultations approfondies et constructives avec les principales parties prenantes, les objectifs et le plan d'action pour la nouvelle stratégie ont été établis; ils auront des incidences importantes sur la promotion de la cybersécurité au Tchad et permettront de renforcer la capacité du pays à atténuer efficacement les cybermenaces.  • En mai, le BDT a organisé [l'**édition 2023 du cyberexercice régional de l'UIT pour l'Afrique**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/EVENTS/2023/Regional-Cyberdrill-for-Africa-.aspx), à Lilongwe (**Malawi**), en collaboration avec l'Autorité de régulation des communications du Malawi (MACRA). Ce cyberexercice offre un cadre approprié dans lequel de hauts responsables dans le domaine des TIC et de la cybersécurité de la région peuvent discuter et définir des orientations et des plans stratégiques pour lutter contre les nouvelles menaces visant le secteur de la sécurité aux niveaux mondial et régional et assurer la poursuite des efforts collectifs visant à lutter contre les cybermenaces au sein des équipes nationales d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT).  • En mai également, l'UIT a lancé un cyberexercice virtuel en collaboration avec l'Autorité nationale de cybersécurité (NCA) de l**'Arabie saoudite**, qui a réuni plus de 60 participants du monde entier. Le principal objectif de cet exercice était de tester les compétences des participants lorsqu'il s'agit d'intervenir en cas d'incident touchant les entreprises, d'identifier le trafic malveillant et d'identifier les menaces sur le réseau.  • Une évaluation du niveau de maturité des équipes CIRT a été menée en **Azerbaïdjan** afin d'aider le Ministère du développement numérique et des transports à renforcer son équipe CERT nationale moyennant l'identification de nouveaux outils de détection des cybermenaces, l'amélioration des processus et des procédures opérationnelles mis en œuvre en cas d'incident et des activités de renforcement des capacités. |
| En outre, plusieurs initiatives mondiales ont été lancées au cours des derniers mois:  • En avril, le BDT a lancé la campagne 2023 de la collecte des données en vue d'établir la prochaine édition de l'[**Indice mondial de cybersécurité (GCI)**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/global-cybersecurity-index.aspx).  • En mai, le [**Programme de mentorat "Les femmes dans le secteur de la cybersécurité"**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/Women-in-Cyber/Women-in-Cyber-Mentorship-Programme.aspx) a été lancé, avec l'appui de [Microsoft](https://www.itu.int/en/ITU-D/MembersPartners/Pages/Partners/Our-common-work-with-selected-Partners.aspx?pi=6999&nb=3). L'objectif de ce programme est d'éliminer les obstacles culturels et systémiques qui entravent l'inclusion plus large des femmes, tout en les aidant à acquérir l'ensemble des compétences dont elles ont besoin pour obtenir un poste et poursuivre leur carrière dans ce domaine.  • [La collaboration se poursuit, dans le cadre du projet "**La cybersécurité au service du bien social**", avec les pays les moins avancés (PMA) et les Membres de l'UIT du secteur privé en vue de proposer un accès gratuit à des services, des outils et des formations pour aider à réduire les disparités en matière de cybersécurité. Actuellement, 16 PMA bénéficient de services fournis par les membres de l'UIT.](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/Cyber4Good/Cyber4Good.aspx) |

## 3.5 Priorité 5 de l'UIT-D et catalyseurs 6 et 7 de l'UIT-D – Mobilisation de ressources, partenariats et coopération internationale

| **Thème** | **Réalisation** | **Produits (Produits et services)** | **Indicateurs fondamentaux de performance\*** | **Budget 2023 (en CHF)** | **% du total général** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Transversal | • Renforcement de la coopération et de la coordination avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, d'autres organisations internationales, les organisations régionales de télécommunication et les institutions régionales et mondiales de développement, pour la mise en œuvre des priorités de l'UIT-D  • Renforcement de la stratégie de mobilisation de ressources et du cadre opérationnel pour nouer des partenariats avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, d'autres organisations internationales, des organisations régionales de télécommunication et des organismes de financement et de développement régionaux ou mondiaux, afin d'exécuter le Plan d'action de Kigali, y compris les priorités de l'UIT-D visant à mettre en œuvre les ODD à l'horizon 2030 qui ont trait aux questions de développement des télécommunications/TIC, ainsi que les résultats du SMSI  • Renforcement de la stratégie de mobilisation de ressources grâce à la coopération avec les organismes de financement et de développement aux niveaux international et régional  • Renforcement de la collaboration et de la coopération entre les bureaux régionaux et avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, les organisations de télécommunication régionales ainsi que les organismes de financement et de développement pour atteindre les ODD à l'horizon 2030 se rapportant aux questions de développement de l'économie numérique  • Renforcement de la planification conjointe, de la collaboration et de la coopération à l'échelle des Nations Unies, ainsi qu'avec les organismes de financement et de développement aux niveaux international et régional, en vue d'atteindre les ODD à l'horizon 2030 se rapportant aux questions de développement des télécommunications/TIC | • Élaboration de cadres politiques et de supports de connaissance  • Renforcement des capacités  • Fourniture d'une assistance technique  • Plates-formes fédératrices | • Valeur des ressources mobilisées pour la mise en œuvre des projets ou activités du BDT  • Nombre d'accords de partenariat signés  • Valeur globale des accords de partenariat  • Nombre de cadres de pays des Nations Unies actifs  • Valeur des accords de partenariat conclus avec des institutions des Nations Unies  • Nombre de plates-formes d'échange créées avec d'autres institutions des Nations Unies pour faire participer la communauté du numérique et des TIC à l'examen de la contribution des TIC/du numérique au Programme de développement durable à l'horizon 2030  • Nombre d'initiatives de planification à l'échelle des Nations Unies menées conjointement avec les organismes compétents aux niveaux international et régional, en vue d'atteindre les ODD se rapportant aux questions de développement des télécommunications/TIC | **120 000** | **2,9%** |

\* Ces indicateurs fondamentaux de performance pourraient être encore affinés à mesure que la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali progresse afin de mieux rendre compte des résultats obtenus.

|  |
| --- |
| **Principales mesures mises en œuvre en 2023: Priorité 5 de l'UIT-D et catalyseur 7 de l'UIT-D – Mobilisation de ressources et coopération internationale** |
| De nouveaux partenariats avec les Nations Unies et des établissements universitaires ont été noués en 2023:  • Activités conjointes de renforcement des capacités menées dans le cadre du nouveau **programme de centres de formation de l'Académie de l'UIT (ATC)**: l'UIT et plus de dix établissements universitaires partenaires ont conclu des accords dans le cadre du nouveau programme ATC. Par exemple, l'Université du Witwatersrand (République sudafricaine) a signé un accord en vue de renforcer les capacités des décideurs chargés de concevoir et de mettre en œuvre des politiques et des stratégies pour permettre à leurs pays de mener à bien la transformation numérique, ainsi que les capacités d'autres professionnels du secteur des TIC ayant besoin d'acquérir des connaissances et des compétences dans le domaine des technologies numériques.  • Afin de promouvoir la représentation égale, complète et véritable des femmes dans le domaine de la cybersécurité pour garantir un cyberespace plus résilient pour tous, l'UIT et la GIZ collaborent dans le cadre de l'initiative "**Her CyberTracks**", qui permettra d'harmoniser, d'améliorer, de développer et d'élargir les offres existantes en matière de renforcement des cybercapacités. Des pays d'Afrique et d'Europe, notamment la Géorgie, le Moldova, l'Ukraine, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Macédoine du Nord et la Serbie prendront part à cette initiative.  • **Transformation numérique et innovation technologique:** l'UIT et l'ONU représentée par l'Office des technologies de l'information et de la communication (ONU-OICT) ont signé un accord de coopération sur la transformation numérique et l'innovation technologique.  Un certain nombre de nouveaux projets ont été signés avec la Commission européenne, avec un début de mise en œuvre en 2023.  • **Promouvoir une connectivité efficace et universelle et la mesurer**: l'UIT et la Commission européenne se sont associées pour promouvoir une connectivité universelle efficace et la mesurer. En mai, le BDT a lancé le projet "Promouvoir une connectivité numérique efficace et universelle et la mesurer", dont l'objectif est de faire progresser les services Internet et l'acquisition de compétences en la matière à travers le monde au cours des trois années à venir. Avec un budget de 3 millions d'euros, le projet devrait intensifier l'accent mené pour atteindre les principaux objectifs en matière de connectivité numérique et faire progresser le développement durable à l'échelle mondiale. |
| • **Transformation numérique**: l'UIT et la Commission européenne ont signé un accord pour le nouveau projet "Construire les bases de VaMoz Digital!" (volet UIT du projet "VaMoz Digital" mené conjointement par l'UIT, la CE et l'Agence italienne de coopération pour le développement), qui vise à appuyer l'utilisation de la transformation numérique axée sur les personnes au service du développement durable et d'une croissance inclusive au Mozambique. Le projet, qui porte sur une période de trois ans et demi avec un budget de 2,3 millions d'euros, consiste à utiliser les produits et services de l'UIT-D afin d'appuyer les efforts déployés par le Gouvernement du Mozambique en matière de transformation numérique.  • Dans le cadre de l'initiative pour la Corne de l'Afrique, l'UIT, en collaboration avec la GIZ, l'Estonie et DIAL et avec l'appui financier de l'Union européenne, aide Djibouti, le Kenya et la Somalie à améliorer la fourniture des services numériques grâce à la mise en œuvre de services d'administration publique numériques dans le cadre de l'initiative **GovStack**.  Les projets, partenariats et activités de coopération existants ont également pris de l'ampleur:  • En janvier, une étape importante a été franchie dans le cadre de l'initiative Giga, avec la cartographie de 2 millions d'écoles dans le monde sur notre plate-forme à code source ouvert, Project Connect. Il s'agit là d'une étape décisive en vue d'identifier les déficits en matière de connectivité et d'adopter des mesures visant à connecter toutes les écoles dans le monde. En mars, l'initiative Giga a reçu le Prix Projet ayant des retombées sociales de l'année lors du Sommet sur l'intelligence artificielle, la chaîne de blocs et les crypto-monnaies (AIBC) organisé à Dubaï (Émirats arabes unis). L'UIT continue d'appuyer l'initiative Giga partout dans le monde grâce à la participation des pays, ainsi qu'au travail de cartographie de l'infrastructure numérique, y compris large bande, et d'analyse associée qui contribuent à la prise de décisions éclairées concernant les projets relatifs à la connectivité et à l'infrastructure dans les écoles.  • L'**initiative de politique et de régulation pour le numérique en Afrique (PRIDA)** menée conjointement par l'UIT, l'Union africaine et l'UE a continué de fournir un appui aux pays bénéficiaires, notamment en ce qui concerne la valorisation du dividende numérique aux **Comores**, la formation de formateurs concernant l'accord sur la méthode de calcul harmonisée pour l'Afrique (HCM4A) organisée au **Kenya**, la formation destinée à plusieurs experts dans le domaine des communications aéronautiques et maritimes ainsi que des obligations internationales incombant aux pays afin de mettre en œuvre des services de recherche et de sauvetage (SAR) organisée en Tanzanie et au Sénégal, ainsi qu'une formation sur le contrôle des émissions, pour ne donner que quelques exemples. En outre, le travail d'élaboration d'un tableau national d'attribution des fréquences a commencé en **Libye**, en **Somalie** et au **Soudan**. À ce jour, l'accord HCM4A a été signé par 42 pays du continent, et des discussions sont en cours avec d'autres pays. |
| • Dans le cadre de la contribution de l'UIT, le BDT a participé aux activités récentes du Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies, notamment à la consultation sur la portée et les modalités d'un **Pacte numérique mondial**, conjointement avec le Secrétariat général et les autres Bureaux de l'UIT. Ce travail s'inscrit dans le cadre d'une série d'activités déployées à l'échelle des Nations Unies pour renforcer la coopération internationale et faire fond sur le rapport du Secrétaire général de l'ONU "Notre programme commun".  On trouvera de plus amples informations sur les efforts déployés par le BDT dans le domaine de la mobilisation de ressources et des partenariats dans le Document 4 et dans le Document INF/1 du GCDT. |

## 3.6 Catalyseur 1 de l'UIT-D: Travaux reposant sur les contributions des membres

| **Thème** | **Réalisation** | **Produits (Produits et services)** | **Indicateurs fondamentaux de performance\*** | **Budget 2023 (en CHF)** | **% du total général** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Transversal | • Renforcement de la mise en œuvre des Résolutions de la CMDT  • Renforcement de l'échange de connaissances, de la recherche-développement, du dialogue et des partenariats entre les membres de l'UIT concernant les questions de télécommunication/TIC | • Plates-formes fédératrices | • Nombre de nouveaux Membres de l'UIT-D  • Nombre de participants aux réunions statutaires du BDT | **15 000** | **0,4%** |

\* Ces indicateurs fondamentaux de performance pourraient être encore affinés à mesure que la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali progresse afin de mieux rendre compte des résultats obtenus.

|  |
| --- |
| **Principales mesures mises en œuvre en 2023: Catalyseur 4 de l'UIT-D – Travaux reposant sur les contributions des membres** |
| *Commissions d'études (CE) de l'UIT-D*  La [**première série de réunions des Groupes du Rapporteur** des commissions d'études](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/blkmeetings.asp?lg=1&stg=&sp=2022&blk=28224) de l'UIT-D a lieu du 8 mai au 2 juin. Les Groupes du Rapporteur devraient prendre des décisions sur la manière dont les contributions soumises par les membres de l'UIT-D et dans le cadre d'ateliers publics seront utilisées dans les résultats des travaux sur les Questions. Les participants à ces réunions élaboreront des programmes de travail actualisés pour les Questions, la table des matières des rapports finals et des notes de liaison à envoyer pour permettre une collaboration ciblée, et se mettront d'accord sur les produits intérimaires et les ateliers. Dans le cadre des réunions des Groupes du Rapporteur, des ateliers thématiques publics et des sessions spécialisées ont pour objectifs de produire des contenus supplémentaires, en particulier grâce à la participation d'entités non-membres de l'UIT-D, afin de renforcer les travaux menés au titre des Questions confiées aux commissions d'études de l'UIT-D.  Afin de donner davantage de visibilité aux travaux du BDT et d'attirer de nouveaux membres, la **Commission d'études 1 de l'UIT-D** a organisé sept ateliers publics portant sur différentes Questions pour les sujets en lien avec la "Mise en place d'un environnement propice à une connectivité efficace", animés par des experts du BDT, à savoir:  • ["Connectivité efficace: innovation et accélération", organisé par le Service de l'innovation du BDT](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/meetings/workshop-innovation-may23.aspx).  • ["Au-delà de l'universalité: une connectivité efficace – Un impératif", organisé par la Division des données et des analyses sur les TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/meetings/workshop-measuring-may23.aspx).  • ["Une connectivité efficace: la clé de la durabilité", organisé par la Division des initiatives spéciales](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/meetings/workshop-sustainability-may23.aspx).  • ["Projets en faveur d'une connectivité efficace et incidences", organisé par la Division de l'appui aux projets](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/meetings/workshop-impact-may23.aspx).  • ["Action menée au niveau régional en faveur d'une connectivité efficace", organisé par les bureaux régionaux de l'UIT](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/meetings/workshop-regional-actions-may23.aspx).  • ["Connectivité efficace: inclure les expertes et les jeunes spécialistes", organisé par le Réseau de femmes, EQUALS & Generation Connect](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/meetings/workshop-inclusion-may23.aspx).  Une séance spécialisée sur le thème "[Comment les produits de la Commission d'études 1 de l'UIT-D sont-ils utilisés?](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/meetings/workshop-products_usage-may23.aspx)" organisée par le Service de l'innovation du BDT, dont les résultats seront transmis au GCDT à sa réunion de 2023 par la Présidente de la CE 1 de l'UIT-D.  En outre, afin d'encourager la collaboration et de stimuler les synergies, une série d'ateliers ont été organisés parallèlement aux réunions des Groupes du Rapporteur:  • Séance spéciale sur la radiodiffusion pour les nouvelles applications, organisée dans le cadre de la Question 2/1 de l'UIT-D.  • Atelier sur la [préparation aux situations d'urgence pour la gestion des catastrophes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/meetings/session-Q3-1-may23.aspx), organisé dans le cadre de la Question 3/1 de l'UIT-D.  • Atelier conjoint dans le cadre des Questions 4/1 et 5/1, consacré aux [Problèmes et perspectives liés à l'utilisation des fonds de service universel pour réduire la fracture numérique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/meetings/joint-session-Q4-1-Q5-1-may23.aspx).  • Atelier sur le thème "[Évolution des instruments réglementaires pour la protection du consommateur afin de permettre la transformation numérique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/meetings/session-Q6-1-may23.aspx)", organisé dans le cadre de la Question 6/1 de l'UIT-D.  • Atelier sur le thème "[Accessibilité des TIC: la clé d'une communication inclusive pour tous](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/meetings/session-Q7-1-may23.aspx)", organisé dans le cadre de la Question 7/1 de l'UIT-D.  Étant donné que les discussions sur la Question 2/1 avaient lieu au même moment que l'atelier de l'UIT sur "[L'avenir de la télévision pour l'Asie du Sud, les États arabes et l'Afrique](https://www.itu.int/en/ITU-T/Workshops-and-Seminars/2023/0511/Pages/default.aspx)", tenu à Bangalore (Inde), un Corapporteur pour la Question est intervenu en direct depuis Genève, ce qui a permis un échange fructueux d'idées et de données d'expérience. Le premier déjeuner du [Réseau des femmes (NoW)](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC21/NoW/Pages/default.aspx) organisé par les expertes de la CE 1 de l'UIT-D s'est déroulé le 15 mai et a permis de faire émerger des idées qui seront soumises au Conseil consultatif du Réseau.  Au total, 369 [participants](https://www.itu.int/online/mm/scripts/s/gensel23?_lang=&_event=C-00012321&_event_type=ZSED) ont été annoncés pour les réunions des Groupes du Rapporteur de la CE 1 de l'UIT-D et pour les ateliers publics. Cent vingt-cinq [contributions](https://www.itu.int/md/D22-SG01.RGQ-230508-C) ont été soumises pour examen aux réunions des Groupes du Rapporteur. De plus amples informations sont disponibles dans le rapport de la Présidente de la Commission d'études 1 de l'UIT-D au GCDT et sur la [page web des réunions](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/blkmeetings.asp?lg=1&stg=&sp=2022&blk=28224). Toutes les réunions et tous les ateliers ont été organisés en mode hybride, avec interprétation en anglais et en français et sous-titrage. Un service d'interprétation en chinois était également disponible pour la réunion du Groupe du Rapporteur pour la Question 1/1, et des moyens de sous-titrage en langue des signes internationale ont été mis à disposition pour la réunion du Groupe du Rapporteur pour la Question 7/1.  Afin d'approfondir les connaissances sur certains sujets traités dans le cadre des Questions à l'étude et d'encourager l'échange de connaissances avec les autres Secteurs de l'UIT et organisations, une série d'ateliers publics ont également été organisés à l'occasion des réunions des Groupes du Rapporteur de la **Commission d'études 2 (CE 2) de l'UIT-D**. Ces manifestations ont rassemblé des experts de Membres de l'UIT ainsi que de plusieurs entités non membres de l'Union. Sept ateliers ont été organisés sur les thèmes suivants:  • Question 1/2: Atelier sur l'infrastructure publique numérique et les services partagés pour l'administration, les villes et les communautés intelligentes et durables;  • Question 2/2: Atelier sur l'adoption des nouvelles technologies numériques au service de la cybersanté, du cyberapprentissage et d'autres cyberservices;  • Question 3/2: Atelier sur les pratiques en matière d'assurance de la cybersécurité;  • Question 4/2: Atelier sur les enjeux de la conformité et l'interopérabilité pour la transformation numérique;  • Question 5/2: Atelier sur l'adoption des TIC et le développement des compétences numériques;  • Question 6/2: Atelier sur les TIC et les technologies émergentes vertes au service de l'atténuation des effets des changements climatiques; et  • Question 7/2: Atelier sur les politiques internationales, régionales et nationales relatives à l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques.  Les programmes des ateliers de la CE 2 peuvent être consultés sur la [page web consacrée à la réunion de la CE 2](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/blkmeetings.asp?lg=1&stg=&sp=2022&blk=28225). Compte tenu du calendrier des manifestations, de nouvelles informations sur la participation aux réunions des Groupes du Rapporteur de la CE 2 et aux manifestations connexes seront présentées à la réunion de 2023 du GCDT.  *Mise en œuvre et suivi des résultats du SMSI*  Lors du [Forum 2023 du SMSI](https://www.itu.int/net4/wsis/forum/2023/fr), le BDT a organisé les réunions annuelles interactives de coordination sur les grandes orientations du SMSI et un certain nombre de tables rondes thématiques, afin d'échanger des idées, des bonnes pratiques et des données d'expérience, et de promouvoir une action multi-parties prenantes en vue de favoriser le développement durable et d'atteindre les objectifs mondiaux, notamment:  • [Grande orientation C2 du SMSI, Infrastructure: Réglementation de prochaine génération au service d'une transformation numérique durable](https://www.itu.int/net4/wsis/forum/2023/fr/Agenda/Track/13)  • [Grande orientation C4 du SMSI, Renforcement des capacités: Comprendre l'apprentissage fondé sur l'intelligence artificielle: Incidences pour les pays en développement](https://www.itu.int/net4/wsis/forum/2023/fr/Agenda/Session/468)  • [Grande orientation C6 du SMSI, Environnement propice: Réglementation de prochaine génération au service d'une transformation numérique durable](https://www.itu.int/net4/wsis/forum/2023/fr/Agenda/Session/224)  Un compte rendu complet des tables rondes thématiques organisées dans le cadre du Forum 2023 du SMSI et de la session virtuelle du SMSI en avril et mai est disponible sur le [site web du SMSI](https://www.itu.int/net4/wsis/forum/2023/fr).  On trouvera des informations sur l'évolution du nombre de membres de l'UIT-D dans le Document 8 du GCDT. |

## 3.7 Catalyseur 2 de l'UIT-D: Présence régionale

| **Thème** | **Réalisation** | **Produits (Produits et services)** | **Indicateurs fondamentaux de performance\*** | **Budget 2023 (en CHF)** | **% du total général** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Transversal | • Renforcement de la présence de fonctionnaires possédant des compétences spécialisées et de leur autonomisation à tous les niveaux de la présence régionale (bureaux régionaux et bureaux de zone)  • Renforcement de la double responsabilité de l'UIT en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies et agent d'exécution pour la mise en œuvre de projets  • Renforcement de l'échange de connaissances, de la recherche-développement, du dialogue et des partenariats entre les membres de l'UIT sur l'utilisation des télécommunications/TIC pour favoriser le développement durable et la transformation numérique de la société  • Renforcement de la présence régionale pour atteindre les objectifs de l'UIT-D et obtenir les réalisations et produits attendus, grâce à la participation et à la collaboration des Secteurs des radiocommunications (UIT-R) et de la normalisation des télécommunications (UIT-T) et à l'intégration de l'approche "Une UIT unie dans l'action" et de la GAR | • Élaboration de cadres politiques et de supports de connaissance  • Renforcement des capacités  • Fourniture de données et de statistiques  • Plates-formes fédératrices | • Nombre d'États Membres engagés dans le processus de planification annuelle  • Nombre de forums régionaux sur le développement et de dialogues de haut niveau régionaux organisés  • Nombre de participants aux forums régionaux sur le développement et aux dialogues régionaux  • Nombre d'activités menées par le BDT pour atteindre les objectifs de l'UIT-D et obtenir les réalisations et produits attendus, grâce à la participation et à la collaboration des Secteurs des radiocommunications et de la normalisation des télécommunications et à l'intégration de l'approche "Une UIT unie dans l'action" et de la GAR | **280 000** | **6,7%** |

| **Thème** | **Réalisation** | **Produits (Produits et services)** | **Indicateurs fondamentaux de performance\*** | **Budget 2023 (en CHF)** | **% du total général** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | • Renforcement de la collaboration et de la coopération entre les bureaux régionaux et avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, les organisations de télécommunication régionales ainsi que les organismes de financement et de développement pour atteindre les ODD à l'horizon 2030 se rapportant aux questions de développement de l'économie numérique |  | • Nombre d'équipes de pays des Nations Unies auxquelles le BDT a pris part |  |  |

\* Ces indicateurs fondamentaux de performance pourraient être encore affinés à mesure que la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali progresse afin de mieux rendre compte des résultats obtenus.

|  |
| --- |
| **Principales mesures mises en œuvre en 2023: Catalyseur 6 de l'UIT-D – Présence régionale** |
| *Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique*  • Le [**Bureau régional**](https://www.itu.int/itu-d/sites/africa/fr/) a participé à diverses activités de coordination régionale et à l'établissement de rapports au niveau des Nations Unies, notamment à la rédaction du cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSCDF) et à l'élaboration d'analyses communes de pays (CCA) intégrant des éléments sur le numérique et présentant des informations sur ces éléments.  • Il a contribué aux réunions périodiques des mécanismes de coordination régionaux des Nations Unies ainsi qu'aux forums régionaux des Nations Unies sur le développement durable, et a mis en avant les activités menées par l'UIT afin d'appuyer l'action menée au niveau national par les pays pour permettre la transformation numérique. Le Bureau a continué de participer activement aux activités du système des Nations Unies, intégrant ainsi l'UIT en tant qu'institution non-résidente dans les travaux de plusieurs équipes de pays des Nations Unies et acteur fournissant un appui aux coordonnateurs résidents des Nations Unies au Cameroun, en Éthiopie, au Sénégal et au Zimbabwe.  • La collaboration avec la représentation régionale du Bureau de la coordination des activités de développement (BCAD) et dans le cadre des Coalitions africaines Opportunité et interrogation (O/IBC) s'est poursuivie. L'UIT a codirigé avec l'OMS, ONU‑HABITAT et l'UNESCO la coalition OIBC4 qui vise à tirer parti des nouvelles technologies et à favoriser les transitions numériques en vue d'une croissance et d'un développement inclusifs. En 2023, la coalition O/IBC4 a fusionné avec la coalition O/IBC3 en vue de se concentrer sur l'éducation, l'innovation, le passage au tout numérique et la jeunesse, l'UIT continuant de jouer un rôle de codirecteur. Cette initiative devrait offrir un cadre exemplaire, au sein du continent, pour aider les équipes de pays des Nations Unies à comprendre la manière dont les technologies numériques peuvent être exploitées dans la planification des activités de développement des pays et l'appui à ces activités, tout en mettant à profit les principales priorités mondiales et régionales et en travaillant en vue de les mettre en œuvre.  *Bureau régional de l'UIT pour les Amériques*  • En février, le **Bureau régional** a participé en tant que partenaire clé au lancement régional de l**'initiative des Nations Unies sur les systèmes d'alerte précoce pour tous (EW4ALL)**. L'objectif était d'obtenir la mobilisation des premiers ministres des pays des Caraïbes afin qu'ils appuient l'initiative EW4ALL et facilitent l'adoption des mécanismes de gouvernance nationaux et régionaux qui permettront sa mise en œuvre. Le Plan d'action exécutif pour la mise en œuvre de l'initiative EW4ALL a été présenté par le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, lors de la COP 27.  • Le Bureau régional a participé activement aux équipes de pays des Nations Unies au titre des activités menées dans le contexte des plans-cadres des Nations Unies pour le développement durable au Honduras, à El Salvador et au Paraguay, tout en collaborant également avec les équipes de pays et les coordonnateurs résidents des Nations Unies dans d'autres pays de la région, afin de tirer efficacement parti des TIC dans l'action menée par les Nations Unies pour instaurer une connectivité efficace et réduire la fracture numérique.  • Le Bureau a défendu le rôle important des TIC dans le plan-cadre pour le développement durable pour la République dominicaine (2023-2027), que l'UIT devrait signer dans les prochains mois.  • Au Honduras, le Bureau relance les travaux sur la stratégie en matière de cyberagriculture élaborée par l'UIT en vue de rechercher des synergies dans la mise en œuvre, en particulier avec la FAO.  • Le kit pratique sur le numérique à l'intention des micro et petites entreprises élaboré par l'UIT est en cours de mise en œuvre en République dominicaine, au Guatemala et au Panama, en partenariat avec ONU-Femmes.  • L'UIT a également rejoint le Comité de Generación Única à l'invitation de l'UNICEF en Argentine et le Partenariat des Nations Unies sur les projets relatifs aux droits des personnes handicapées à l'invitation de l'équipe de pays des Nations Unies du Guatemala.  *Bureau régional de l'UIT pour les États arabes*  • Ce **Bureau régional** collabore activement avec diverses institutions des Nations Unies et participe aux activités des équipes de pays des Nations Unies avec les coordonnateurs résidents des Nations Unies, notamment en Algérie, à Bahreïn, en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Arabie saoudite, ainsi qu'avec les deux bureaux régionaux des coordonnateurs résidents, pour les États arabes et l'Afrique. Le Bureau régional a coprésidé et dirigé les travaux de l'Équipe mixte sur la numérisation et l'innovation, conjointement avec l'ONUDI et l'UNESCO.  • Une stratégie d'engagement des Nations Unies au niveau régional est en cours d'élaboration et sera peaufinée à l'issue de discussions avec les coordonnateurs résidents des Nations Unies et leurs bureaux régionaux, mais des ressources seront peut‑être nécessaires pour pouvoir prendre part efficacement au système des Nations Unies dans l'ensemble de la région des États arabes, étant donné que tous les pays de la région mènent actuellement une initiative en faveur de la transformation numérique au niveau national.  • Le Bureau régional a également travaillé en partenariat avec l'OMS et la FAO pour aider les pays à élaborer des stratégies nationales en matière de santé numérique et de cyberagriculture, par exemple en Égypte, et envisage une collaboration analogue en Algérie et en Jordanie.  • Le Bureau a collaboré avec des parties prenantes de premier plan, comme la CESAO des Nations Unies concernant l'élaboration d'une stratégie régionale en matière de TIC pour les États arabes dans le cadre de la coordination au sein des commissions de la Ligue des États arabes.  • À l'heure actuelle, l'UIT est signataire du plan-cadre des Nations unies pour le développement durable de l'Algérie, de Bahreïn et de l'Égypte, tandis que les discussions se poursuivent dans d'autres pays de la région.  *Bureau régional de l'UIT pour l'Asie et le Pacifique*  • Le **Bureau régional** a participé au 10ème Forum Asie-Pacifique sur le développement durable (APFSD) organisé par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) des Nations Unies à Bangkok (Thaïlande) en mars. Tout au long du Forum, l'UIT a collaboré avec la FAO pour présenter l'initiative "Îles et villages intelligents". L'UIT a également coorganisé la table ronde sur l'ODD 9 et apporté son appui pour l'une des séances plénières clés, à savoir celle consacrée à l'examen des progrès accomplis au niveau régional en vue d'atteindre les ODD et les perspectives en la matière. |
| • Le Bureau régional a également continué de collaborer étroitement avec les coordonnateurs résidents et les institutions des Nations Unies du Pacifique, en particulier au Bhoutan, au Cambodge, en Inde, en Indonésie, en Malaisie, en Mongolie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Philippines et en Thaïlande. L'un des résultats concrets de l'engagement de l'UIT aux côtés des Nations Unies dans la région est l'élaboration et l'approbation de deux projets du Fonds des Nations Unies pour le développement durable, qui visent à accélérer la transformation numérique dans la région Pacifique grâce à la mise en œuvre de l'initiative sur les îles intelligentes et de programmes de passage au numérique dans les pays bénéficiaires.  *Bureau régional de l'UIT pour les pays de la CEI*  • Le **Bureau régional** travaille en étroite collaboration avec les équipes de pays des Nations Unies au Bélarus, au Kazakhstan, au Kirghizistan et en Ouzbékistan. La collaboration se poursuit avec d'autres équipes de pays des Nations Unies dans la région, afin de mieux faire connaître les activités menées par l'UIT aux niveaux mondial et régional et d'étudier des possibilités de partenariat.  • Dans le cadre du Groupe des Nations Unies sur la transformation numérique pour l'Europe et l'Asie centrale, codirigé par l'UIT et la CEE-ONU, une session sur le développement numérique a été organisée à l'occasion du Forum régional des Nations Unies sur le développement durable pour l'Europe et l'Asie centrale. Le Bureau régional a participé au 10ème Forum Asie-Pacifique sur le développement durable organisé par la CESAP en contribuant à la table ronde sur l'ODD 9, conjointement avec le Bureau régional de l'UIT pour l'Asie-Pacifique.  *Bureau régional de l'UIT pour l'Europe*  • Une série de manifestations ont été organisées pendant le Forum 2023 du SMSI, en particulier sur les travaux menés par les pays dans les domaines de l'inclusion numérique, de la généralisation du numérique et de l'infrastructure des TIC.  • Une thématique spéciale sur "Le numérique au service du développement" a été organisée à l'occasion du Forum régional des Nations Unies sur le développement durable pour l'Europe et l'Asie centrale. Cette session a débouché sur la formulation d'une série de recommandations concrètes, qui sont destinées à être utilisées pour les débats du Forum politique de haut niveau et mettent en avant le rôle stratégique des TIC dans la réalisation des ODD.  • En vue d'élaborer le plan de mise en œuvre glissant pour l'Europe et de renforcer l'engagement des parties prenantes en faveur de la mise en œuvre des initiatives régionales de l'UIT, le Forum régional de l'UIT sur le développement pour l'Europe (RDF‑EUR) de 2023 a été organisé en collaboration étroite avec la Conférence européenne des administrations des postes et des télécommunications (CEPT) du 22 au 23 mai 2023 en Roumanie. |
| • Des efforts importants ont été déployés pour renforcer la coopération avec les institutions de l'Union européenne, l'ORECE, l'ENISA, la Commission européenne, notamment avec l'organisation d'une série de réunions de coordination à Bruxelles et à Genève, en vue de programmer des partenariats stratégiques.  • Le Bureau régional a élaboré et codirigé deux mécanismes de coordination, à savoir le Groupe pour la transformation numérique en Europe et en Asie centrale et le Groupe spécial des Nations Unies sur le passage au numérique au service du développement durable à Bruxelles. Ce travail a abouti à l'élaboration de la boîte à outils pour le développement numérique des Nations Unies, qui offre des outils et des cadres et facilite la cocréation de projets multi-institutions visant à soutenir la transformation numérique et une connectivité efficace.  • Le Bureau régional a organisé des ateliers stratégiques ONU-CE sur l'intelligence artificielle.  • De plus, la collaboration stratégique avec les institutions des Nations Unies a été renforcée, notamment avec la FAO (agriculture numérique), l'UNICEF (protection en ligne des enfants), ONU Femmes (fracture numérique entre les hommes et les femmes) et le PNUD (généralisation du numérique).  • Le Bureau régional a continué de travailler activement avec toutes les équipes de pays des Nations Unies dans la région Europe et a collaboré étroitement avec huit équipes de pays (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Monténégro, Moldova, Macédoine du Nord, Serbie et Ukraine). Les profils de pays concernant le développement numérique pour la Bosnie‑Herzégovine et l'Ukraine ont été établis sous leur forme finale. En outre, le Bureau pour l'Europe continue de contribuer à l'élaboration de bilans communs de pays et de plans-cadres des Nations Unies pour le développement durable afin de renforcer la mise en œuvre des projets et initiatives liés à la transformation numérique.  • En outre, conformément au décide de la Résolution 1408 du Conseil de l'UIT, le Bureau régional a continué de fournir une assistance axée sur la reconstruction et la remise en état de l'infrastructure des TIC en Ukraine, ainsi que sur un autre projet pilote sur les stations de radiodiffusion. |

## 3.8 Catalyseur 3 de l'UIT-D – Diversité et inclusion

| **Thème** | **Réalisation** | **Produits (Produits et services)** | **Indicateurs fondamentaux de performance\*** | **Budget 2023 (en CHF)** | **% du total général** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Inclusion numérique | • Renforcement de la capacité des membres de l'UIT d'élaborer des stratégies, des politiques et des pratiques en faveur de l'inclusion et de l'équité numériques, en particulier pour l'autonomisation des femmes et des jeunes filles, des personnes handicapées, des personnes ayant des besoins particuliers ainsi que des ménages à faible revenu | • Élaboration de cadres politiques et de supports de connaissance  • Renforcement des capacités  • Fourniture d'une assistance technique  • Plates-formes fédératrices | • Nombre de pays dotés d'une politique en matière d'accessibilité et d'égalité hommes-femmes dans le domaine des TIC  • Nombre d'États Membres et de parties prenantes qui renforcent leurs connaissances/capacités concernant les politiques et stratégies en matière d'inclusion numérique  • Nombre de pays bénéficiant d'une assistance technique du BDT dans le domaine de l'inclusion numérique  • Nombre d'outils et de ressources sur l'inclusion numérique élaborés et mis à disposition pour appuyer les efforts déployés par les membres de l'UIT afin de mettre en œuvre des politiques et des stratégies en matière d'inclusion numérique, et nombre de téléchargements d'outils et de ressources  • Nombre de participants aux formations sur l'inclusion numérique en ligne/mixtes/présentielles  • Nombre de manifestations/ateliers/ séminaires organisés par le BDT ou avec sa participation en vue de fournir une assistance aux États Membres et aux parties prenantes concernant les efforts qu'ils déploient pour parvenir à l'inclusion numérique pour tous, y compris pour les groupes vulnérables, au niveau national ou régional, et nombre de participants à ces manifestations  • Pourcentage de femmes participant aux réunions statutaires de l'UIT-D  • Nombre de jeunes participant aux activités de l'UIT  • Nombre de jeunes délégués participant aux manifestations de l'UIT | **404 500** | **9,6%** |

\* Ces indicateurs fondamentaux de performance pourraient être encore affinés à mesure que la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali progresse afin de mieux rendre compte des résultats obtenus.

|  |
| --- |
| **Principales mesures mises en œuvre en 2023: Catalyseur 2 de l'UIT-D – Diversité et inclusion** |
| À l'occasion de la Journée internationale de la femme célébrée le 8 mars, le BDT, en collaboration avec le Cadre intégré renforcé et dans le cadre du partenariat mondial EQUALS, a publié le [**Manuel sur l'intégration du principe de la problématique hommes-femmes dans les politiques relatives au numérique**](https://www.itu.int/hub/publication/d-hdb-gender-2023-01/). Ce lancement a eu lieu à l'occasion de la manifestation "Réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes par des mesures politiques", organisé avec le Gouvernement allemand, qui a également offert l'occasion de lancer le Réseau de femmes ayant rang de ministre du numérique et d'examiner comment une politique sur le numérique inclusive pouvait peser dans les résultats obtenus en matière de développement numérique.  Toujours en mars, l'UIT, en collaboration avec le Ministère de l'information, des communications et des technologies de l'Indonésie, a organisé une manifestation sur le thème "Socialisation fondée sur l'intelligence artificielle: politique et normes relatives à l'intelligence artificielle fondées sur le genre en Indonésie". Cette manifestation a servi de cadre de diffusion d'un rapport de recherche sur les politiques d'intelligence artificielle tenant compte des spécificités hommes-femmes en Asie du Sud-Est, avec une série de dialogues et des activités de mise en réseau. Des formations sur l'intelligence artificielle ont été dispensées à Yogyakarta (Indonésie) sur les politiques et les normes en matière d'égalité hommes/femmes.  En avril, avec l'appui de partenaires, l'équipe de l'initiative sur la **protection en ligne des enfants** (COP) a lancé la deuxième de trois [**formations en ligne adaptées au rythme de chacun à l'intention des enfants âgés de 9 à 12 ans et de 13 à 18 ans**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/COP/Trainings.aspx). Les modules de formation interactifs en ligne destinés aux enfants et aux jeunes visent à donner un aperçu des différentes questions liées à leurs droits en ligne, y compris en ce qui concerne la protection en ligne des enfants, la sécurité en ligne et l'accès aux ressources pour faire face aux situations difficiles en ligne. Ces formations permettent d'acquérir des connaissances dans trois domaines prioritaires: respect de la vie privée, désinformation/mésinformation et harcèlement.  Cette année, le thème retenu pour la [**Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC**](https://www.itu.int/women-and-girls/girls-in-ict/fr/edition-de-2023-de-la-journee-internationale-des-jeunes-filles-dans-le-secteur-des-tic/) est "Des compétences numériques essentielles pour la vie". La manifestation internationale tenue à l'occasion de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC a eu lieu le 27 avril au Zimbabwe, dans le cadre de l'édition 2023 du Sommet Transformer l'Afrique, et était organisée en coordination et en collaboration avec l'Autorité de régulation des postes et des télécommunications du Zimbabwe (POTRAZ) et Smart Africa. La Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC est désormais une dynamique mondiale, avec la participation de partenaires de l'UIT et d'autres organisations qui organisent leurs propres manifestations et célébrations à l'occasion de cette Journée et tout au long de l'année.  Le [Forum de la jeunesse du Conseil économique et social (ECOSOC)](https://www.un.org/ecosoc/en/2023-ecosoc-youth-forum) s'est tenu à New York (États-Unis) en avril. Ce Forum a permis aux jeunes d'engager un dialogue avec les États Membres et d'autres acteurs afin de faire connaître leurs vues et leurs préoccupations et d'intensifier l'action menée pour construire un monde plus équitable, plus écologique et plus durable, conformément aux ODD. L'initiative Generation Connect a organisé conjointement une manifestation sur le thème "**Les jeunes aux avant-postes de la transformation numérique dans les PMA**" et a coorganisé la session thématique sur la mise à profit du potentiel des jeunes pour atteindre l'ODD 9 sur l'industrie, l'innovation et l'infrastructure. |

## 3.9 Catalyseur 4 de l'UIT-D: Engagement en faveur de la durabilité environnementale

| **Thème** | **Réalisation** | **Produits (Produits et services)** | **Indicateurs fondamentaux de performance\*** | **Budget 2023 (en CHF)** | **% du total général** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Environnement | • Renforcement de la capacité des membres de l'UIT de concevoir des stratégies et des solutions de télécommunication/TIC relatives à l'adaptation aux effets des changements climatiques et à l'atténuation de ces effets ainsi qu'à l'utilisation d'énergies vertes/renouvelables | • Élaboration de cadres politiques et de supports de connaissance  • Fourniture de données et de statistiques  • Plates-formes fédératrices | • Nombre d'États Membres bénéficiant de l'assistance du BDT pour élaborer des stratégies et des cadres politiques et réglementaires relatifs aux changements climatiques  • Nombre d'États Membres appliquant des méthodes harmonisées de collecte de données  • Nombre de pays dotés d'une politique, d'une législation ou d'une réglementation sur les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) | **155 000** | **3,7%** |

\* Ces indicateurs fondamentaux de performance pourraient être encore affinés à mesure que la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali progresse afin de mieux rendre compte des résultats obtenus.

|  |
| --- |
| **Principales mesures mises en œuvre en 2023: Catalyseur 1 de l'UIT-D – Engagement en faveur de la durabilité environnementale** |
| Le cours de formation en ligne "[Étude approfondie du principe de la responsabilité élargie du producteur appliqué à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/deep-dive-extended-producer-responsibility-epr-principle-e-waste-management)" a été lancé dans le cadre de l'Académie de l'UIT en janvier 2023. Il fait suite au cours intitulé "Introduction aux politiques générales en matière de déchets d'équipements électriques et électroniques" et constitue une ressource essentielle pour les décideurs et les parties prenantes concernées souhaitant comprendre les fondements de la REP et examiner de manière plus approfondie les exigences d'un système de REP. Ce cours est dispensé dans le cadre de l'assistance technique fournie par l'UIT aux pays concernant l'élaboration de politiques et de réglementations relatives aux déchets d'équipements électriques et électroniques.  L'UIT a mis au point un cours de cyberapprentissage dans le cadre de [l'initiative destinée à faciliter l'entrepreneuriat pour les femmes](https://eur03.safelinks.protection.outlook.com/?url=https%3A%2F%2Fwww.we-accelerate.com%2F&data=05%7C01%7Cvanessa.gray%40itu.int%7Cbe6266536c0140e1eb5f08db55492611%7C23e464d704e64b87913c24bd89219fd3%7C0%7C0%7C638197544871331911%7CUnknown%7CTWFpbGZsb3d8eyJWIjoiMC4wLjAwMDAiLCJQIjoiV2luMzIiLCJBTiI6Ik1haWwiLCJXVCI6Mn0%3D%7C3000%7C%7C%7C&sdata=utDQTZRKwqzGlA%2F3xDOWcPR%2FQwcquCRg1db%2FApyC4LM%3D&reserved=0), financée par Mary Kay sur le thème "[**Entrepreneuriat écologique et numérique**](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/green-and-digital-entrepreneurship)". Le cours sera lancé en juin 2023 à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement.  Une carte-récit publiée récemment présente les travaux menés par l'UIT concernant [l'**élaboration de politiques relatives aux déchets d'équipements électriques et électroniques et la collecte de données dans la région Afrique**](https://eur03.safelinks.protection.outlook.com/?url=https%3A%2F%2Fstorymaps.arcgis.com%2Fstories%2F6679f1d9b8174c368b3630fa40138947&data=05%7C01%7Cvanessa.gray%40itu.int%7Cbe6266536c0140e1eb5f08db55492611%7C23e464d704e64b87913c24bd89219fd3%7C0%7C0%7C638197544871331911%7CUnknown%7CTWFpbGZsb3d8eyJWIjoiMC4wLjAwMDAiLCJQIjoiV2luMzIiLCJBTiI6Ik1haWwiLCJXVCI6Mn0%3D%7C3000%7C%7C%7C&sdata=ITQyJgu7WfdURgPcD6MJVKTTj4B%2FGcOlUpzQgVJjYYM%3D&reserved=0), avec des exemples d'activités menées dans des pays partenaires, par exemple des consultations stratégiques, des campagnes de sensibilisation et des enquêtes sur les déchets d'équipements électriques et électroniques auprès des ménages et des entreprises. Il s'agit d'une plate-forme interactive qui permet aux membres, aux donateurs et au grand public de comprendre la portée des travaux de l'UIT, qui s'appuient sur la collaboration et traite de nombreux domaines.  Le TSB et le BDT, en collaboration avec GovStack, GiZ, le Partenariat pour l'électronique circulaire et le Global Electronics Council, ont organisé un atelier sur le thème "[**Accélérer la passation de marchés publics circulaires et durables concernant les TIC**](https://www.itu.int/en/ITU-T/Workshops-and-Seminars/2023/0214/Pages/default.aspx)", qui s'est tenu de manière virtuelle en février 2023. L'atelier a permis aux participants d'obtenir des renseignements et d'acquérir des connaissances sur les concepts de l'économie circulaire et sur la manière d'intégrer des exigences en matière d'économie circulaire et durable dans les politiques et projets de passation de marchés publics dans le domaine des TIC.  Dans la région Asie-Pacifique, l'UIT a organisé en mars une [**séance d'information pour l'Asie-Pacifique sur le thème "Transformation numérique écologique dans une économie circulaire pour l'électronique**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/AsiaPacific/Pages/Events/2023/Pacific-Information-Session-Green-Digital-Transformation-and-a-Circular-Economy-for-Electronics.aspx)". Cette séance a permis aux Membres de l'UIT de la région Asie-Pacifique d'avoir une vue d'ensemble du rôle des TIC dans les changements climatiques et de relever les défis que posent les déchets d'équipements électriques et électroniques.  L'UIT, la CESAP et la Télécommunauté Asie-Pacifique (APT) ont organisé conjointement la **27ème réunion du Groupe de travail régional interinstitutions (IAWG)** en mars. Cette réunion a rassemblé des représentants de 11 organismes régionaux afin de réfléchir aux possibilités de collaboration pour la mise en œuvre d'initiatives dans le domaine des TIC et des technologies numériques dans la région. Lors de cette réunion, l'UIT a proposé une collaboration dans les domaines suivants: villages intelligents, îles intelligentes, inclusion numérique et renforcement des capacités. L'UIT a également invité les organismes participants à assister à la Conférence mondiale des radiocommunications de 2023 (CMR-23) et au Forum régional sur le développement pour la région Asie-Pacifique (RDF). |

## 3.10 Catalyseur 5 de l'UIT-D – Excellence en matière de ressources humaines et innovation organisationnelle

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Thème** | **Réalisation** | **Produits (Produits et services)** | **Indicateurs fondamentaux de performance\*** | **Budget 2023 (en CHF)** | **% du total général** |
| Transversal | • Renforcement de l'efficacité du BDT dans l'exécution de son mandat  • Renforcement de la double responsabilité de l'UIT en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies et agent d'exécution pour la mise en œuvre de projets  • Renforcement de la coopération et de la coordination entre les trois Secteurs, l'accent étant mis sur la présence régionale, à l'appui de l'intégration du concept "Une UIT unie dans l'action"  • Renforcement de la fonction d'agent d'exécution de projets de l'UIT | • Gestion efficace | • Niveau moyen d'efficacité du personnel  • Niveau moyen de satisfaction des États Membres à l'écart des travaux du BDT  • Niveau de mise en œuvre du Plan d'action de Kigali, en % | **359 500** | **8,6%** |

\* Ces indicateurs de performance pourraient être encore affinés à mesure que la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali progresse afin de mieux rendre compte des résultats obtenus.

|  |
| --- |
| **Principales mesures mises en œuvre en 2023: Catalyseur 3 de l'UIT-D – Excellence en matière de ressources humaines et innovation organisationnelle** |
| Le Directeur du BDT a lancé une série de nouvelles initiatives visant à obtenir l'excellence dans l'organisation et à renforcer les capacités internes en matière d'innovation pour améliorer la mise en œuvre au BDT, notamment:  • La **retraite destinée aux hauts fonctionnaires du BDT** organisée en février 2023 a été, pour la nouvelle direction, l'occasion de discuter de manière constructive des solutions pour accroître les retombées des activités mises en œuvre par le BDT, remédier efficacement aux problèmes d'exécution et renforcer la cohérence dans la mise en œuvre des projets de l'UIT, des activités prévues dans le Plan opérationnel du BDT, des initiatives régionales et des Résolutions de la CMDT, ainsi que pour améliorer la contribution de l'UIT-D à la réalisation des buts stratégiques de l'UIT. Cette retraite a servi de cadre pour aligner la stratégie opérationnelle adoptée pour les travaux du Bureau pour le cycle de mise en œuvre en cours (2023-2026) sur les résultats de la CMDT-22 et de la PP-22 et les instructions données lors de ces conférences, afin de favoriser une connectivité universelle efficace ainsi qu'une transformation numérique durable dans le monde entier durant la période 2022-2025. Le rapport de cette retraite figure dans l'Annexe 1 du Document TDAG-23/2(Add.2).  • Le nouveau Comité exécutif de gestion (MEC), convoqué par le Directeur du BDT pour consulter les chefs de département et les directeurs des bureaux régionaux, a été renforcé par une fonction décisionnelle et a remplacé le **Groupe pour la gestion du développement (DMG)**.  • Dans le cadre de l'Alliance pour l'innovation et l'esprit d'entreprise au service du développement numérique, le BDT a lancé un **laboratoire de transformation numérique** (DT Lab). Ce laboratoire aura pour mission d'appuyer la création et la mise en œuvre du réseau de centres d'innovation et de fournir, sur demande, une assistance technique aux États Membres, en particulier aux pays en développement et aux PMA, qui ne disposent pas des capacités nécessaires pour instaurer un environnement de type "bac à sable" et élaborer des activités propres à accélérer le développement du numérique. Situé au siège de l'UIT à Genève, ce laboratoire est accessible de manière virtuelle et offre au personnel du BDT et aux pays des services en matière d'innovation. En interne, le BDT tirera parti de nouveaux mécanismes destinés à améliorer les produits et les services qu'il offre, ce qui lui permettra de se hisser au rang de première institution à même d'accompagner les pays en développement dans leur processus de transformation numérique. On trouvera de plus amples informations sur l'Alliance dans le Document TDAG-23/13.  • Le Directeur du BDT a lancé un nouveau mécanisme pour communiquer aux fonctionnaires du BDT des informations sur les travaux en cours et obtenir leurs retours d'information sur des questions de premier plan. Les **réunions organisées régulièrement pour mobiliser le personnel** sont ouvertes à tous les fonctionnaires, quel que soit leur statut contractuel, et offrent un espace où chacun peut, en toute sécurité, s'exprimer et faire part de ses idées sur les enjeux et les perspectives liés à la fonction d'exécution au BDT et à l'évolution de la culture institutionnelle au sein de l'Union. |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Les pilotes des risques seront désignés par le Directeur du Bureau. [↑](#footnote-ref-2)